

Rapport statistique sur les travaux des commissions parlementaires

pour l'année financière 2017-2018

JUIN 2018

DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES PARLEMENTAIRES



Rapport statistique sur les travaux des commissions parlementaires

pour l'année financière 2017-2018

JUIN 2018

DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES PARLEMENTAIRES



Publié par la Direction générale des affaires parlementaires
Édifice Pamphile-Le May
1035, rue des Parlementaires
3^e étage, bureau 3.11
Québec (Québec) G1A 1A3

Téléphone : (418) 643-2722
Sans frais : 1 (866) 337-8837

Courriel : commissions@assnat.qc.ca

Ce document est mis en ligne dans la section « Travaux parlementaire » du site Internet de l'Assemblée nationale : <http://www.assnat.qc.ca>.

Note pour le lecteur : *Tous les pourcentages présentés dans les tableaux de ce rapport ont été arrondis à la décimale près. Par conséquent, il est possible que la somme des pourcentages ne soit pas toujours égale à 100 %. Pour faciliter la présentation des résultats, il a toutefois été décidé de toujours indiquer le chiffre de 100 %.*

ISBN (Imprimé) : 978-2-550-81736-9

ISBN (PDF) : 978-2-550-81737-6

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec – 2018

Table des matières

Présentation.....	1
Portrait global.....	5
Tableau 1 Nombre de séances et d'heures, par commission.....	8
Tableau 2 Nombre de séances selon les types de séances, par commission.....	9
Tableau 3 Nombre d'heures selon les types de séances, par commission	9
Tableau 4 Nombre de réunions et d'heures des comités directeurs, par commission.....	10
Tableau 5 Nombre de mandats selon les types de mandats, par commission	11
Tableau 6 Nombre de séances selon les types de mandats, par commission	11
Tableau 7 Nombre d'heures selon les types de mandats, par commission	12
Tableau 8 Nombre de mandats, de séances et d'heures en période et hors période, par commission	13
Les activités des commissions.....	15
Tableau 9 Nombre de séances et d'heures consacrées aux différents types d'activités.....	17
Figure 1 Nombre de projets de loi ayant fait l'objet d'une étude détaillée en commission parlementaire et en commission plénière.....	19
Figure 2 Nombre de projets de lois publics ayant fait l'objet d'une étude détaillée, par commission	19
Tableau 10 Nombre de séances et d'heures consacrées à l'étude des projets de loi publics selon le type de mandats, par commission	20
Tableau 11 Nombre d'articles et d'amendements étudiés en commission.....	21
Tableau 12 Nombre de mandats où il y a eu des consultations et autres types d'auditions, par commission.....	22
Tableau 13 Nombre de séances consacrées à des consultations et autres types d'auditions, par commission.....	22
Tableau 14 Nombre d'heures consacrées à des consultations et autres types d'auditions, par commission.....	23
Tableau 15 Nombre de témoins entendus et de mémoires reçus lors des consultations et autres types d'auditions, par commission.....	24
Tableau 16 Rapports contenant des observations, des conclusions et des recommandations	25

Perspective historique	27
Figure 3	Nombre de séances et d'heures, par année..... 29
Figure 4	Pourcentage des heures consacrées à l'étude des projets de loi et des autres mandats, par année..... 30
Figure 5	Nombre de mandats où il y a eu des consultations particulières et générales, par année..... 30
Figure 6	Nombre de séances et d'heures consacrées à des consultations particulières et générales, par année..... 31
Figure 7	Nombre de consultations particulières et générales reliées à un projet de loi public, par année..... 31
Figure 8	Nombre de témoins entendus et de mémoires reçus, par année..... 32
Figure 9	Nombre de réponses reçues aux questionnaires en ligne, par année..... 33
Figure 10	Nombre de mandats de commissions et de projets de loi commentés et nombre de commentaires en ligne reçus, par année..... 34
Annexe I Lexique.....	35
Annexe II La dénomination et les compétences des commissions	41
Annexe III Tableaux 17, 18 et 19	45
Tableau 17	Nombre de mandats selon les types de mandats et d'activités, par commission 47
Tableau 18	Nombre de séances selon les types de mandats et d'activités, en nombre et en pourcentage, par commission 48
Tableau 19	Nombre d'heures selon les types de mandats et d'activités, en heures et en pourcentage, par commission 49
Annexe IV Les fiches détaillées des activités des commissions.....	51
Commission de l'administration publique	55
Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles	57
Commission de l'aménagement du territoire.....	59
Commission de la culture et de l'éducation.....	61
Commission de l'économie et du travail.....	63
Commission des finances publiques	65

Commission des institutions	67
Commission des relations avec les citoyens	71
Commission de la santé et des services sociaux.....	73
Commission des transports et de l'environnement.....	77



ASSEMBLÉE NATIONALE

QUÉBEC

Place aux citoyens

**Rapport statistique sur les travaux des
commissions parlementaires pour
l'année financière 2017-2018**

Présentation

Ce rapport, produit par la Direction générale des affaires parlementaires, présente un portrait statistique des activités des commissions parlementaires de l'Assemblée nationale pour la période du 1^{er} avril 2017 au 31 mars 2018.

Le rapport rend compte des travaux des onze commissions permanentes¹ :

- Commission de l'Assemblée nationale (**CAN**);
- Commission de l'administration publique (**CAP**);
- Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (**CAPER**N);
- Commission de l'aménagement du territoire (**CAT**);
- Commission de la culture et de l'éducation (**CCE**);
- Commission de l'économie et du travail (**CET**);
- Commission des finances publiques (**CFP**);
- Commission des institutions (**CI**);
- Commission des relations avec les citoyens (**CRC**);
- Commission de la santé et des services sociaux (**CSSS**);
- Commission des transports et de l'environnement (**CTE**).

La **première partie** du rapport présente un portrait global des mandats réalisés par les commissions au cours de la dernière année. La **deuxième partie** porte plus spécifiquement sur les différentes activités des commissions, en particulier sur l'étude des projets de loi et les consultations publiques. La **troisième partie** présente des statistiques sur les travaux des commissions dans une perspective historique.

Les activités des commissions exigent du personnel du Service des commissions un important travail d'organisation, de préparation et de suivi. Ce travail est toutefois réalisé en collaboration avec toutes les directions de l'Assemblée dont l'apport est essentiel au bon déroulement des commissions parlementaires.

¹ L'annexe II présente les champs de compétence des commissions.

FAITS SAILLANTS

- **Entre le 1^{er} avril 2017 et le 31 mars 2018**, les onze commissions parlementaires ont tenu **458 séances** représentant près de **1 329 heures**. À titre de comparaison, les commissions avaient tenu 542 séances pour un total de 1 516 heures en 2016-2017.
- Les commissions ont tenu **366 séances publiques** et **92 séances de travail**. Il n'y a eu aucune séance à huis clos au cours de cette période. Les **comités directeurs**, composés du président, du ou des vice-présidents et du secrétaire de chaque commission, se sont réunis à **39 reprises**.
- Les séances des commissions ont porté sur **133 mandats différents**.
- Les **mandats confiés par l'Assemblée**, soit l'étude des projets de loi publics et d'intérêt privé, l'étude des crédits budgétaires et l'étude de toute autre matière ont représenté **60,9 % des mandats**, **68,3 % des séances** et **86,2 % des heures** des commissions. Ces chiffres sont similaires à ceux de l'année 2016-2017.
- **L'étude des crédits budgétaires**, qui s'est déroulée du **24 avril au 4 mai 2017**, a nécessité **46 séances** pour un total de près de **200 heures**.
- **L'étude des projets de loi publics**, incluant les consultations et les études détaillées, est l'activité qui a le plus occupé les commissions au cours de l'année 2017-2018 avec **252 séances** et près de **927 heures**, ce qui représente 69,7 % de l'ensemble des heures effectuées par les commissions.
- Les commissions ont complété ou commencé **l'étude détaillée de 45 projets de loi différents**, dont 36 projets de loi publics, et ont examiné **3 111 articles**. Au total, **1 870 amendements et sous-amendements** ont été proposés dont 1 487, soit **79,5 %**, **ont été adoptés**.
- Au cours de la dernière année, les commissions ont réalisé **59 mandats comportant des consultations ou d'autres types d'auditions** qui ont représenté près de **373 heures** de travaux. À noter que 72 % de ces heures ont porté sur des projets de loi publics. Ces mandats ont permis d'entendre **476 témoins** (personnes et organismes) et de recevoir **509 mémoires**. Une **consultation en ligne** a également été tenue par la CRC dans le cadre de son mandat d'initiative sur la place des femmes en politique. Elle a permis de recueillir 507 réponses.
- Au terme de leurs travaux, les commissions ont déposé à l'Assemblée **douze rapports contenant des observations, des conclusions ainsi que 70 recommandations**.



ASSEMBLÉE NATIONALE

QUÉBEC

Place aux citoyens

**Rapport statistique sur les travaux des
commissions parlementaires pour
l'année financière 2017-2018**

Portrait global

Cette première partie du rapport couvre le nombre de mandats, de séances et d'heures réalisés par les commissions.

Types de mandats réalisés par les commissions sectorielles² :

- **Les mandats confiés par l'Assemblée :** Ce type de mandats comprend l'étude des projets de loi publics et des projets de loi d'intérêt privé, l'étude des crédits budgétaires ainsi que l'étude de toute autre matière confiée par l'Assemblée.
- **Les mandats prévus au Règlement de l'Assemblée :** Les mandats les plus courants sont l'interpellation et les élections à la présidence et à la vice-présidence des commissions. Cette catégorie inclut également les mandats confiés à une commission en particulier, soit la poursuite du débat sur le discours du budget et l'étude de la politique budgétaire du gouvernement à la CFP et l'audition du Directeur général des élections et du Protecteur du citoyen à la CI.
- **Les mandats conférés par une loi :** Certaines lois en vigueur au Québec confient à des commissions des mandats variés : étude de rapports annuels ou périodiques, examen de la mise en œuvre d'une loi, étude de règlement ou audition des dirigeants d'un organisme public.
- **Les mandats d'initiative :** Conformément à l'article 120 du Règlement de l'Assemblée, les commissions peuvent étudier les projets de règlement ou les règlements du gouvernement, les orientations, les activités et la gestion administrative des ministères ou des organismes publics, les pétitions déposées à l'Assemblée ainsi que toute autre matière d'intérêt public. Ces mandats doivent être adoptés à la majorité des membres de chaque groupe parlementaire.

Commission de l'administration publique (CAP) :

- La CAP a un mode de fonctionnement particulier, de telle sorte que les mandats que l'article 117.6 du Règlement lui confie ont une portée plus large et continue. Elle présente le fruit de ses travaux dans son rapport sur l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics qu'elle dépose à l'Assemblée deux fois par année, généralement en juin et en décembre.

Commission de l'Assemblée nationale (CAN) :

- La CAN a aussi un mode de fonctionnement différent des commissions sectorielles. En vertu de l'article 116 du Règlement, c'est elle qui établit le Règlement de l'Assemblée et ses règles de fonctionnement. C'est aussi elle qui coordonne les travaux des autres commissions, qui autorise les commissions à se déplacer ou à siéger à l'extérieur des édifices de l'Assemblée et qui s'occupe de toute matière qui n'a pas été spécialement confiée à une autre commission.

² Un lexique est présenté à l'annexe I.

MANDATS, SÉANCES ET HEURES

Au cours de l'année 2017-2018, les commissions ont tenu 458 séances représentant un total de 1 328 heures et 33 minutes (**tableau 1**). La CSSS et la CI sont les commissions qui se sont réunies le plus souvent avec respectivement 75 et 74 séances et qui ont effectué le plus grand nombre d'heures, soit 36,3 % de l'ensemble des heures réalisées par les commissions. Ces deux commissions ont consacré la plus grande partie de leur temps à l'étude de projets de loi publics du gouvernement (un peu plus de 381 heures sur un total de 482 heures).

Tableau 1 Nombre de séances et d'heures, par commission

Commissions	Séances*	%	Heures*	%
CAN	-	-	-	-
CAP	39	8,5	51:16	3,9
CAPERNE	13	2,8	25:18	1,9
CAT	41	9,0	130:06	9,8
CCE	46	10,0	135:51	10,2
CET	33	7,2	68:12	5,1
CFP	52	11,4	165:04	12,4
CI	74	16,2	245:38	18,5
CRC	35	7,6	104:35	7,9
CSSS	75	16,4	236:35	17,8
CTE	50	10,9	165:58	12,5
Total	458	100,0	1 328:33	100,0

* Les chiffres présentés dans ce tableau regroupent à la fois les séances publiques, les séances de travail et les séances à huis clos, s'il y a lieu, mais n'incluent pas les réunions des comités directeurs des commissions (voir le **tableau 4**). Une séance correspond généralement à une journée où une commission se réunit sur un mandat, parfois en plusieurs parties. Une commission peut toutefois tenir plusieurs séances au cours d'une même journée si celles-ci portent sur des mandats différents.

Les commissions réalisent leurs mandats en se réunissant en séances publiques ou en séances de travail. Généralement, comme l'indiquent les **tableaux 2 et 3**, les commissions se réunissent principalement en séances publiques (79,9 % des séances et 95,8 % des heures). Les séances de travail servent quant à elles principalement à organiser les travaux d'une commission ou à se saisir d'un nouveau mandat.

La CAP compte habituellement plus de séances de travail que les autres commissions puisque, pour chaque audition publique qu'elle tient, elle se réunit en séance de travail avant et après l'audition. En 2017-2018, elle s'est ainsi réunie en séance de travail à 26 reprises pour un total de 22 heures et 29 minutes. De son côté, la CSSS a tenu plusieurs séances de travail afin notamment de statuer sur la possibilité que la commission se saisisse de pétitions déposées à l'Assemblée (treize séances de travail sur ce sujet sur les 17 au total).

Tableau 2 Nombre de séances selon les types de séances, par commission

Commissions	Types de séances		Total	%
	Publiques	Travail*		
CAN	-	-	-	-
CAP	13	26	39	8,5
CAPERIN	6	7	13	2,8
CAT	40	1	41	9,0
CCE	43	3	46	10,0
CET	23	10	33	7,2
CFP	48	4	52	11,4
CI	64	10	74	16,2
CRC	28	7	35	7,6
CSSS	58	17	75	16,4
CTE	43	7	50	10,9
Total	366	92	458	100,0
%	79,9	20,1	100,0	

* La catégorie « Travail » inclut toutes les séances de travail à l'exception des réunions des comités directeurs des commissions (voir le tableau 4).

Tableau 3 Nombre d'heures selon les types de séances, par commission

Commissions	Types de séances		Total	%
	Publiques	Travail*		
CAN	-	-	-	-
CAP	28:47	22:29	51:16	3,9
CAPERIN	21:08	4:10	25:18	1,9
CAT	129:31	0:35	130:06	9,8
CCE	134:33	1:18	135:51	10,2
CET	63:56	4:16	68:12	5,1
CFP	162:47	2:17	165:04	12,4
CI	240:42	4:56	245:38	18,5
CRC	99:17	5:18	104:35	7,9
CSSS	228:01	8:34	236:35	17,8
CTE	163:46	2:12	165:58	12,5
Total	1 272:28	56:05	1 328:33	100,0
%	95,8	4,2	100,0	

* La catégorie « Travail » inclut toutes les séances de travail à l'exception des réunions des comités directeurs des commissions (voir le tableau 4).

Chacune des commissions dispose d'un comité directeur composé du président, du ou des vice-présidents et du secrétaire. Ce comité voit à l'administration de la commission et prend les décisions nécessaires à la bonne marche des travaux entre les séances.

Au cours de l'année 2017-2018, les comités directeurs se sont réunis à 39 reprises, pour un peu plus de 26 heures (**tableau 4**). Le comité directeur de la CRC s'est notamment réuni à seize reprises, notamment pour organiser ses deux mandats d'initiative portant sur la place des femmes en politique et les conditions de vie des femmes autochtones en lien avec les agressions sexuelles et la violence conjugale. De son côté, les neuf réunions du comité directeur de la CAP visaient surtout à organiser les travaux de la commission.

Tableau 4 Nombre de réunions et d'heures des comités directeurs, par commission

Commissions	Réunions	Heures
CAN ³	5	-
CAP	9	8:17
CAPERIN	1	0:26
CAT	2	0:43
CCE	1	0:31
CET	1	0:49
CFP	1	0:45
CI	2	0:22
CRC	16	14:06
CSSS	1	0:24
CTE	-	-
Total	39	26:23

Le **tableau 5** présente quant à lui le nombre de mandats pour lesquels les commissions ont tenu au moins une séance publique ou une séance de travail entre le 1^{er} avril 2017 et le 31 mars 2018. Au cours de cette période, 133 mandats différents ont fait l'objet d'au moins une séance des commissions. Plus de la moitié de ces mandats (60,9 %) a été confiée par l'Assemblée. Tel que précisé plus haut, nous retrouvons notamment dans cette catégorie l'étude des projets de loi, sous la forme de consultations publiques et d'études détaillées, qui correspond à 70 mandats confiés par l'Assemblée sur un total de 81.

Quant aux 39 mandats prévus au Règlement, on note entre autres quinze interpellations, seize mandats réalisés par la CAP et sept élections à la présidence ou à la vice-présidence. La liste détaillée des mandats par commission, incluant le nombre de séances et d'heures qui leur ont été consacrées, se trouve à l'annexe IV du rapport.

³ Le comité directeur de la CAN s'est réuni à cinq reprises notamment afin d'autoriser des commissions à se déplacer et pour approuver des modifications à la liste des présidents de séance. Ces réunions se sont toutefois déroulées majoritairement par messagerie électronique ce qui explique l'absence d'heure de réunion.

Tableau 5 Nombre de mandats selon les types de mandats, par commission

Commissions	Types de mandats*				Total**	%
	Confiés par l'Assemblée	Prévus au Règlement	Conférés par une loi	Initiative		
CAN	-	-	-	-	-	-
CAP	-	16	-	-	16	12,0
CAPERIN	1	1	-	1	3	2,3
CAT	9	9	-	-	18	13,5
CCE	11	2	-	-	13	9,8
CET	6	1	-	4	11	8,3
CFP	12	3	-	1	16	12,0
CI	18	3	2	1	24	18,0
CRC	6	2	-	1	9	6,8
CSSS	7	-	-	1	8	6,0
CTE	11	2	1	1	15	11,3
Total	81	39	3	10	133	100,0
%	60,9	29,3	2,3	7,5	100,0	

* Ce tableau présente le nombre de mandats pour lesquels au moins une séance publique ou une séance a été tenue au cours de la période. Le mandat peut avoir commencé au cours de l'année précédente et ne pas être terminé au 31 mars 2018.

** Dans le cas où une commission réalise un « double mandat », le mandat sera comptabilisé dans deux catégories. Si, par exemple, l'Assemblée ordonne à une commission d'exécuter un mandat déjà conféré par une loi, ce mandat sera comptabilisé à la fois sous « Mandats confiés par l'Assemblée » et sous « Mandats conférés par une loi ». À noter toutefois que le nombre de séances et d'heures ne sera calculé que dans une seule de ces deux catégories.

Tableau 6 Nombre de séances selon les types de mandats, par commission

Commissions	Types de mandats				Organisation générale*	Total	%
	Confiés par l'Assemblée	Prévus au Règlement	Conférés par une loi	Initiative			
CAN	-	-	-	-	-	-	-
CAP	-	33	-	-	6	39	8,5
CAPERIN	4	1	-	3	5	13	2,8
CAT	31	9	-	-	1	41	9,0
CCE	42	2	-	-	2	46	10,0
CET	19	1	-	5	8	33	7,2
CFP	41	6	-	2	3	52	11,4
CI	56	4	5	1	8	74	16,2
CRC	24	2	-	8	1	35	7,6
CSSS	57	-	-	3	15	75	16,4
CTE	39	2	2	4	3	50	10,9
Total	313	60	7	26	52	458	100,0
%	68,3	13,1	1,5	5,7	11,4	100,0	

* La catégorie « Organisation générale » inclut les séances de travail d'organisation générale des travaux des commissions, celles concernant l'organisation de plus d'un mandat ou encore celles portant sur la possibilité de se saisir d'un nouveau mandat. Les séances de travail tenues dans le cadre d'un mandat spécifique ont été comptées sous le type de mandats approprié.

De leur côté, les **tableaux 6 et 7** présentent le nombre de séances et le nombre d'heures effectuées par les commissions pour chaque type de mandats. Sans surprise, les mandats confiés par l'Assemblée ont représenté 60,9 % des mandats, 68,3 % des séances et 86,2 % des heures des commissions.

Tableau 7 Nombre d'heures selon les types de mandats, par commission

Commissions	Types de mandats				Organisation générale*	Total	%
	Confiés par l'Assemblée	Prévus au Règlement	Conférés par une loi	Initiative			
CAN	-	-	-	-	-	-	-
CAP	-	43:43	-	-	7:33	51:16	3,9
CAPERIN	19:07	0:02	-	3:16	2:53	25:18	1,9
CAT	115:27	14:04	-	-	0:35	130:06	9,8
CCE	132:49	2:04	-	-	0:58	135:51	10,2
CET	58:05	0:02	-	6:41	3:24	68:12	5,1
CFP	144:50	15:01	-	3:49	1:24	165:04	12,4
CI	209:30	4:30	26:14	1:28	3:56	245:38	18,5
CRC	87:17	3:55	-	12:58	0:25	104:35	7,9
CSSS	224:12	-	-	4:49	7:34	236:35	17,8
CTE	154:21	4:02	1:44	4:58	0:53	165:58	12,5
Total	1 145:38	87:23	27:58	37:59	29:35	1 328:33	100,0
%	86,2	6,6	2,1	2,9	2,2	100,0	

* La catégorie « Organisation générale » inclut les séances de travail d'organisation générale des travaux des commissions, celles concernant l'organisation de plus d'un mandat ou encore celles portant sur la possibilité de se saisir d'un nouveau mandat. Les séances de travail tenues dans le cadre d'un mandat spécifique ont été comptées sous le type de mandats approprié.

Finalement, le **tableau 8** présente le nombre de séances et d'heures qui se sont déroulées en dehors des périodes de travaux réguliers et intensifs de l'Assemblée prévues au calendrier parlementaire. En dehors de ces périodes, les commissions peuvent poursuivre leurs mandats même si l'Assemblée ne se réunit pas. Pour l'année 2017-2018, les commissions se sont réunies « hors période » entre le 19 juin 2017 et le 18 septembre 2017 et entre le 18 décembre 2017 et le 5 février 2018. Les commissions y ont tenu 26 séances pour un total d'environ 153 heures, ce qui représente près de 13 % de l'ensemble des heures effectuées par les commissions. Ces séances visaient à principalement à entendre des citoyens et des organismes dans le cadre de consultations publiques et à poursuivre l'étude de projets de loi publics.

Tableau 8 Nombre de mandats, de séances et d'heures en période et hors période, par commission

Commissions	Mandats	Période		Hors période*	
		Séances**	Heures**	Séances**	Heures**
CAN	-	-	-	-	-
CAP	16	39	51:16	-	-
CAPERNE	3	13	25:18	-	-
CAT	18	36	98:43	5	31:23
CCE	13	43	118:25	3	17:26
CET	11	33	68:12	-	-
CFP	16	49	146:43	3	18:21
CI	24	66	199:35	8	46:03
CRC	9	35	104:35	-	-
CSSS	8	70	207:15	5	29:20
CTE	15	48	155:50	2	10:08
Total	133	432	1 175:52	26	152:41

* La catégorie « Hors période » réfère aux séances des commissions tenues en dehors des périodes de travaux réguliers et intensifs prévues au calendrier parlementaire. Au cours d'une année, cette situation survient généralement à deux moments : entre la mi-juin et la mi-septembre et entre la mi-décembre et la mi-février.

** Les chiffres présentés dans ce tableau regroupent à la fois les séances publiques et les séances de travail mais n'incluent pas les réunions des comités directeurs des commissions.



ASSEMBLÉE NATIONALE

QUÉBEC

Place aux citoyens

**Rapport statistique sur les travaux des
commissions parlementaires pour
l'année financière 2017-2018**

**Les activités des
commissions**

Cette seconde partie du rapport présente des statistiques sur les activités réalisées par les commissions.

LES ACTIVITÉS DES COMMISSIONS

Le **tableau 9** présente le nombre de séances et d'heures effectuées par l'ensemble des commissions pour chaque type d'activités⁴. Globalement, l'étude des projets de loi publics, catégorie qui regroupe tant les consultations publiques que les études détaillées, est l'activité qui a occupé le plus les commissions au cours de l'année 2017-2018 avec 252 séances et près de 927 heures, ce qui représente environ 70 % de l'ensemble des heures effectuées par les commissions.

Tableau 9 Nombre de séances et d'heures consacrées aux différents types d'activités

Activités	Séances	%	Heures	%
Mandats confiés par l'Assemblée				
Projets de loi publics	252	55,0	926:34	69,7
Projets de loi d'intérêt privé	15	3,3	18:43	1,4
Crédits budgétaires	46	10,0	199:59	15,1
Étude de toute autre matière	-	-	-	-
Mandats prévus au Règlement				
Élections à la présidence et à la vice-présidence	7	1,5	0:19	0,1
Interpellations	15	3,3	30:01	2,3
Autres	38	8,3	57:03	4,3
Mandats conférés par une loi	7	1,5	27:58	2,1
Mandats d'initiative				
Étude de règlements	-	-	-	-
Surveillance d'organismes et reddition de comptes	6	1,3	9:05	0,7
Étude de pétitions	3	0,7	4:49	0,4
Étude de toute autre matière d'intérêt public	17	3,7	24:05	1,8
Organisation générale*	52	11,4	29:35	2,2
Total	458	100,0	1 328:33	100,0

* La catégorie « Organisation générale » inclut les séances de travail d'organisation générale des travaux des commissions, celles concernant l'organisation de plus d'un mandat ou encore celles portant sur la possibilité de se saisir d'un nouveau mandat. Les séances de travail tenues dans le cadre d'un mandat spécifique ont été comptées sous le type de mandats approprié.

Parmi les autres mandats confiés par l'Assemblée, l'étude des crédits budgétaires, qui s'est déroulée du 24 avril au 4 mai 2017, a duré près de 200 heures. Du côté des mandats prévus au Règlement, la catégorie « Autres » regroupe notamment les séances consacrées à la poursuite du débat sur le discours du budget (CFP) et à l'audition du Directeur général des élections (CI) ainsi que les séances de la CAP tenues en vertu des mandats que lui confie l'article 117.6 du Règlement.

⁴ La répartition du nombre de séances et d'heures consacrées aux différentes activités selon les différentes commissions se retrouve dans les tableaux 18 et 19 à l'annexe II.

Du côté des mandats conférés par une loi, la CI a tenu une consultation générale sur le rapport quinquennal 2016 intitulé « Rétablir l'équilibre – Rapport sur l'application de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels et de la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé » produit par la Commission d'accès à l'information alors que la CTE a procédé à l'étude du « Rapport sur l'immunité de poursuites fondées sur les inconvénients de voisinage et le processus de traitement des plaintes, de la médiation et de l'arbitrage en matière de véhicules hors route » produit par le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports. La CI a quant à elle étudié et approuvé le *Règlement modifiant le Règlement sur la déclaration de candidature* déposé à l'Assemblée nationale le 6 février 2018.

Concernant les mandats pris à l'initiative des commissions, la CSSS a procédé à l'étude de pétitions concernant l'instauration et l'application d'un plan d'action relatif à la maladie de Lyme où elle a entendu une personne et trois organismes lors d'auditions publiques. Les autres mandats d'initiative sur lesquels les commissions se sont penchées sont :

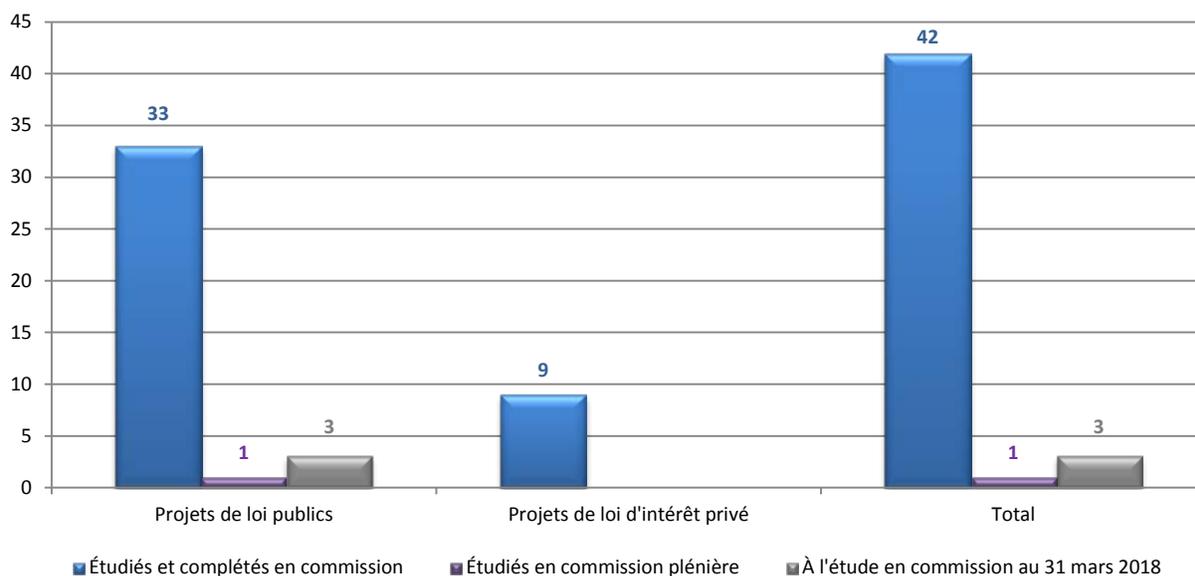
- l'examen des orientations, des activités et de la gestion administrative de la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec (CAPERN), de la Régie du bâtiment du Québec (CET) et des trois Fonds de recherche du Québec : Nature et technologie, Santé et Société et culture (CET);
- l'accès aux services financiers de proximité en région (CAT);
- l'audition du Regroupement des activistes pour l'inclusion au Québec (CET);
- le document intitulé « Paradis fiscaux : Plan d'action pour assurer l'équité fiscale » (CFP);
- l'audition du Directeur de l'état civil et du Curateur public à la suite de la consultation générale sur l'accès à l'information (CI);
- les conditions de vie des femmes autochtones en lien avec les agressions sexuelles et la violence conjugale (CRC);
- la place des femmes en politique (CRC);
- l'utilisation des appareils de téléphonie mobiles au volant (CTE).

L'ÉTUDE DES PROJETS DE LOI

Qu'ils soient publics ou d'intérêt privé, les projets de loi présentés à l'Assemblée sont majoritairement étudiés en commission parlementaire, mais ils peuvent également être étudiés à l'Assemblée en commission plénière. En 2017-2018, 37 projets de loi publics et neuf projets de loi d'intérêt privé ont fait l'objet d'une étude détaillée en commission (**figure 1**). L'étude détaillée a été complétée en commission parlementaire pour 33 projets de loi publics et l'ensemble des projets de loi d'intérêt privé alors que l'étude détaillée de trois projets de loi publics était toujours en cours au 31 mars 2018. Du côté des projets de loi d'intérêt privé, ils ont été étudiés par la CAT, la CCE et la CFP.

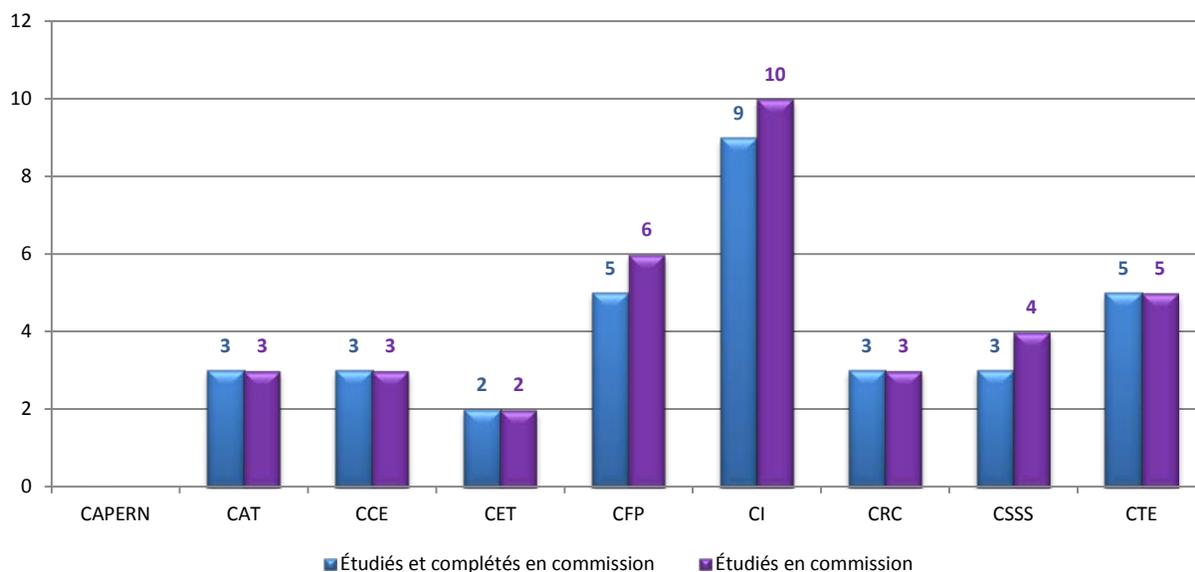
Au cours de la période, un seul projet de loi a été étudié en commission plénière. Il s'agit du projet de loi n° 142, *Loi assurant la reprise des travaux dans l'industrie de la construction ainsi que le règlement des différends pour le renouvellement des conventions collectives*, qui a fait l'objet d'une procédure législative d'exception et dont l'étude détaillée s'est déroulée exclusivement en commission plénière.

Figure 1 Nombre de projets de loi ayant fait l'objet d'une étude détaillée en commission parlementaire et en commission plénière



La **figure 2** présente quant à elle la répartition, par commission, du nombre de projets de loi publics ayant fait l'objet d'une étude détaillée. L'écart entre le nombre total de projets de loi étudiés en commission (en mauve) et le nombre de projets de loi dont l'étude détaillée a été complétée (en bleu) est attribuable au fait que l'étude détaillée de trois projets de loi n'était pas terminée au 31 mars 2018.

Figure 2 Nombre de projets de lois publics ayant fait l'objet d'une étude détaillée, par commission



* Cette figure n'inclut pas les projets de loi publics dont l'étude s'est déroulée exclusivement en commission plénière et les projets de loi d'intérêt privé. De plus, la CAN et la CAP sont absentes puisque ces commissions n'étudient pas de projets de loi.

L'étude des projets de loi publics, en particulier ceux du gouvernement, représente une part importante des travaux des commissions. Le **tableau 10** précise le nombre de séances et d'heures consacrées à l'étude détaillée et aux consultations concernant ces projets de loi.

Tableau 10 Nombre de séances et d'heures consacrées à l'étude des projets de loi publics selon le type de mandats, par commission

Commissions*	Étude détaillée		Consultations particulières		Consultations générales	
	Séances	Heures	Séances	Heures	Séances	Heures
CAPERN	-	-	-	-	-	-
CAT	18	70:08	4	24:19	-	-
CCE	17	56:35	9	39:38	-	-
CET	6	15:44	6	19:14	-	-
CFP	26	82:34	9	38:29	-	-
CI	38	143:09	11	32:34	-	-
CRC	14	48:54	6	19:35	-	-
CSSS	43	160:58	11	44:43	-	-
CTE	21	80:11	13	50:11	-	-
Total	183	658:13	69	268:43	-	-

* Ce tableau n'inclut pas les projets de loi publics dont l'étude s'est déroulée exclusivement en commission plénière et les projets de loi d'intérêt privé. De plus, la CAN et la CAP sont absentes puisque ces commissions n'étudient pas de projets de loi.

En 2017-2018, les commissions ont consacré 252 séances et près de 927 heures à l'étude de 36 projets de loi publics différents. À noter qu'au cours de la période, tous les projets de loi ayant fait l'objet de consultations ont également été étudiés « article par article », cette dernière étapes ayant nécessité 183 séances et plus de 658 heures. À titre de comparaison, quinze séances et près de 19 heures ont permis aux commissions d'entendre les intéressés et de procéder à l'étude détaillée de neuf projets de loi d'intérêt privé.

Parmi les faits saillants, notons que la CI et la CFP ont respectivement procédé à l'étude détaillée de dix et six projets de loi publics, pour un total de 64 séances et plus de 225 heures. C'est toutefois la CSSS qui a consacré le plus de temps à ce type de mandat. Au cours de la période, la commission a notamment consacré 43 séances et près de 161 heures à l'étude détaillée de quatre projets de loi, dont les projets de loi n° 130, *Loi modifiant certaines dispositions relatives à l'organisation clinique et à la gestion des établissements de santé et de services sociaux* (61 heures et 31 minutes), et n° 157, *Loi constituant la Société québécoise du cannabis, édictant la Loi encadrant le cannabis et modifiant diverses dispositions en matière de sécurité routière* (66 heures et 31 minutes), dont l'étude n'est pas terminée.

D'autre part, des consultations particulières ont également été tenues sur 25 projets de loi publics et ont nécessité 69 séances et près de 269 heures. La CI est celle qui a tenu des consultations sur le plus grand nombre de projets de loi (six). C'est toutefois la CTE qui a consacré le plus d'heures et de séances à ce type de mandat, notamment pour le projet de loi n° 132, *Loi concernant la conservation des milieux humides et hydriques* (quatre séances), et le projet de loi n° 165, *Loi modifiant le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions* (cinq séances).

Enfin, comme le montre le **tableau 11**, au cours de la dernière année, les commissions ont procédé à l'étude détaillée de 45 projets de loi différents et ont ainsi examiné 3 111 articles. Lors de cette étape du processus législatif, les membres de la commission peuvent également proposer des amendements au projet de loi afin de le modifier. Au total, 1 870 amendements et sous-amendements ont été proposés dont 1 487, soit 79,5 %, ont été adoptés. À noter que la majorité des amendements qui ont été adoptés ont été proposés par les ministres afin de bonifier leur projet de loi.

Tableau 11 Nombre d'articles et d'amendements étudiés en commission

	Projets de loi	Articles*	Amendements et sous-amendements	
			Proposés	Adoptés
Projets de loi publics	36	3 071	1 861	1 478
Projets de loi d'intérêt privé	9	40	9	9
Total	45	3 111	1 870	1 487

* Ce tableau présente le nombre total d'articles contenus dans l'ensemble des projets de loi ayant fait l'objet d'une étude détaillée en commission, peu importe si l'étude a été complétée ou non. À noter que les articles et les amendements étudiés en commission plénière sont exclus de ce tableau.

LES CONSULTATIONS ET AUDITIONS

Les consultations sur invitation (consultations particulières) ou celles s'adressant à l'ensemble de la population (consultation générale) sont des moyens privilégiés pour les personnes et les organismes de faire connaître leur opinion et pour les membres des commissions d'être mieux informés sur les sujets qu'ils étudient. Les commissions peuvent également entendre en audition le Vérificateur général du Québec, le Protecteur du citoyen et le Directeur général des élections dans le cadre de mandats prévus au Règlement ou les ministères et les organismes publics dans le cadre de mandats portant sur leur gestion administrative et leur reddition de comptes.

En 2017-2018, les commissions ont exécuté 59 mandats comportant des consultations ou d'autres types d'auditions, dont près de la moitié incluant des consultations particulières (**tableau 12**). Ces consultations peuvent constituer un mandat en soi ou n'être qu'une étape d'un mandat plus large. Du côté des « Autres auditions », les douze mandats réalisés par la CAP étaient majoritairement en lien avec les rapports du Vérificateur général et la gestion administrative de ministères et d'organismes publics. Une seule consultation générale a eu lieu en 2017-2018. Elle portait sur le rapport quinquennal 2016 intitulé « Rétablir l'équilibre – Rapport sur l'application de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels et de la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé » et elle a été tenue à la CI. Les **tableaux 13 et 14** illustrent le nombre de séances et d'heures consacrées à ces consultations et auditions, à savoir près de 373 heures et 111 séances.

Tableau 12 Nombre de mandats où il y a eu des consultations et autres types d'auditions, par commission

Commissions	Consultations particulières	Consultations générales	Autres auditions**	Total	%
CAN	-	-	-	-	-
CAP	-	-	12	12	20,3
CAPERIN	-	-	1	1	1,7
CAT	2	-	3	5	8,5
CCE	3	-	4	7	11,9
CET	3	-	3	6	10,2
CFP	3	-	3	6	10,2
CI	6	1	3	10	16,9
CRC	3	-	-	3	5,1
CSSS	3	-	-	3	5,1
CTE	5	-	1	6	10,2
Total	28	1	30	59	100,0
%	47,5	1,7	50,8	100,0	

* Ce tableau présente le nombre de mandats comportant une consultation générale, des consultations particulières ou d'autres types d'audition. Ces consultations ou ces auditions peuvent constituer un mandat en soi ou ne représenter qu'une étape d'un mandat plus large. De plus, les auditions peuvent se tenir dans le cadre d'une séance publique ou dans le cadre d'une séance de travail (privé).

** La catégorie « Autres auditions » comprend les mandats d'étude des projets de loi d'intérêt privé où la commission entend généralement les intéressés avant d'entreprendre l'étude détaillée du projet de loi.

Tableau 13 Nombre de séances consacrées à des consultations et autres types d'auditions, par commission

Commissions	Séances			Total	%
	Consultations particulières	Consultations générales	Autres auditions*		
CAN	-	-	-	-	-
CAP	-	-	12	12	10,8
CAPERIN	-	-	1	1	0,9
CAT	4	-	3	7	6,3
CCE	9	-	9	18	16,2
CET	6	-	3	9	8,1
CFP	9	-	3	12	10,8
CI	10	4	3	17	15,3
CRC	8	-	-	8	7,2
CSSS	12	-	-	12	10,8
CTE	14	-	1	15	13,5
Total	72	4	35	111	100,0
%	64,9	3,6	31,5	100,0	

* La catégorie « Autres auditions » comprend notamment les mandats d'étude des projets de loi d'intérêt privé où la commission entend généralement les intéressés avant d'entreprendre l'étude détaillée du projet de loi.

Tableau 14 Nombre d'heures consacrées à des consultations et autres types d'auditions, par commission

Commissions	Nombre d'heures			Total	%
	Consultations particulières	Consultations générales	Autres auditions*		
CAN	-	-	-	-	-
CAP	-	-	28:44	28:44	7,7
CAPERIN	-	-	1:59	1:59	0,5
CAT	24:19	-	3:07	27:26	7,4
CCE	39:38	-	12:26	52:04	14,0
CET	19:14	-	5:49	25:03	6,7
CFP	38:29	-	5:46	44:15	11,9
CI	32:04	24:32	5:03	61:39	16,5
CRC	27:40	-	-	27:40	7,4
CSSS	48:32	-	-	48:32	13,0
CTE	54:00	-	1:34	55:34	14,9
Total	283:56	24:32	64:28	372:56	100,0
%	76,1	6,6	17,3	100,0	

* La catégorie « Autres auditions » comprend notamment les mandats d'étude des projets de loi d'intérêt privé où la commission entend généralement les intéressés avant d'entreprendre l'étude détaillée du projet de loi.

De son côté, le **tableau 15** présente le nombre de témoins entendus et de mémoires reçus lors des consultations et des autres auditions. En 2017-2018, 476 témoins (56 personnes et 420 organismes) ont été entendus en commission.

Dans le cadre d'une consultation, les organismes et les citoyens, qu'ils soient entendus ou non, sont invités à transmettre un mémoire écrit afin d'aider les membres des commissions à mieux comprendre le sujet à l'étude. En 2017-2018, 509 mémoires ont été reçus, dont 97 lors des consultations tenues à la CTE.

Tableau 15 Nombre de témoins entendus et de mémoires reçus lors des consultations et autres types d'auditions, par commission

Commissions	Consultations particulières		Consultations générales		Autres auditions	
	Témoins entendus*	Mémoires reçus	Témoins entendus*	Mémoires reçus	Témoins entendus*	Mémoires reçus**
CAN	-	-	-	-	-	-
CAP	-	-	-	-	20	-
CAPER	-	-	-	-	1	-
CAT	38	45	-	-	11	-
CCE	42	61	-	-	24	-
CET	33	41	-	-	3	-
CFP	51	77	-	-	6	-
CI	47	51	29	27	5	-
CRC	36	35	-	-	-	-
CSSS	64	75	-	-	-	-
CTE	65	97	-	-	1	-
Total	376	482	29	27	71	-

* Nombre de citoyens et d'organismes entendus. À noter qu'il ne s'agit pas de témoins différents puisqu'une même personne ou un même organisme entendu dans le cadre de deux mandats différents sera compté deux fois.

** Généralement, des mémoires sont seulement reçus dans le cadre de consultations particulières ou d'une consultation générale. Toutefois, il arrive que des mémoires soient reçus dans d'autres types d'audition. Par exemple, en mai 2015, la CAPERN a reçu dix mémoires lors des auditions publiques qu'elles a tenues dans le cadre de son mandat visant à examiner les orientations, les activités et la gestion administrative de la Commission de protection du territoire agricole.

LES COMMENTAIRES EN LIGNE

Le site Internet de l'Assemblée permet à toute personne qui le désire de formuler des commentaires sur un projet de loi ou un mandat des commissions. En 2017-2018, 2 883 commentaires ont été reçus en lien avec 37 mandats et projets de loi. Ces commentaires sont mis à la disposition des membres de la commission qui étudient le projet de loi ou qui exécutent le mandat.

LES RAPPORTS CONTENANT DES OBSERVATIONS, DES CONCLUSIONS ET DES RECOMMANDATIONS

Lorsqu'une commission termine un mandat, elle dépose son rapport à l'Assemblée. Le rapport d'une commission est constitué du procès-verbal de ses travaux et, le cas échéant, de ses observations, de ses conclusions et de ses recommandations. Une recommandation invite, la plupart du temps, le gouvernement, un ministère ou un organisme public à prendre les mesures nécessaires pour corriger une situation. Au cours de l'année 2017-2018, les commissions ont produit douze rapports contenant des observations, des conclusions ainsi que 70 recommandations (**tableau 16**).

Tableau 16 Rapports contenant des observations, des conclusions et des recommandations

Commissions	Rapports (date de dépôt à l'Assemblée)	Nombre de recommandations
Mandats prévus au Règlement		
CAPERN	Examen des orientations, des activités et de la gestion administrative de la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec – Observations et conclusions (Novembre 2017)	
CET	Examen des orientations, des activités et de la gestion administrative de la Régie du bâtiment du Québec et audition du Regroupement des activistes pour l'inclusion au Québec – Observations, conclusions et recommandation (Juin 2017)	1
CET	Examen des orientations, des activités et de la gestion administrative du Fonds de recherche du Québec – Nature et technologies – Observations et conclusions (Novembre 2017)	
CET	Examen des orientations, des activités et de la gestion administrative du Fonds de recherche du Québec – Santé – Observation et conclusion (Novembre 2017)	
CET	Examen des orientations, des activités et de la gestion administrative du Fonds de recherche du Québec – Société et culture – Observation et conclusion (Novembre 2017)	
CI	Audition du Directeur général des élections du Québec – Observations et conclusion (Décembre 2017)	
Mandats conférés par une loi		
CI	Étude du Rapport sur la mise en œuvre du Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale – Observations et conclusions (Avril 2017)	
Mandats d'initiative		
CFP	Le phénomène du recours aux paradis fiscaux – Observations, conclusions et recommandations (Avril 2017)	38
CI	Audition du Directeur de l'état civil et du Curateur public du Québec à la suite de la consultation générale sur le rapport quinquennal 2016 intitulé « Rétablir l'équilibre – Rapport sur l'application de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels et de la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé » – Observation (Décembre 2017)	
CTE	Mandat d'initiative portant sur l'utilisation des appareils de téléphonie mobiles au volant – Observations et conclusion (Décembre 2017)	

Commissions	Rapports (date de dépôt à l'Assemblée)	Nombre de recommandations
Mandats réalisés par la Commission de l'administration publique		
Auditions des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics sur leur gestion administrative – Observations, conclusions et recommandations – 36 ^e rapport sur l'imputabilité (Juin 2017)	22	
Auditions des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics sur leur gestion administrative – Observations, conclusions et recommandations – 37 ^e rapport sur l'imputabilité (Décembre 2017)	9	



ASSEMBLÉE NATIONALE

QUÉBEC

Place aux citoyens

**Rapport statistique sur les travaux des
commissions parlementaires pour
l'année financière 2017-2018**

**Perspective
historique**

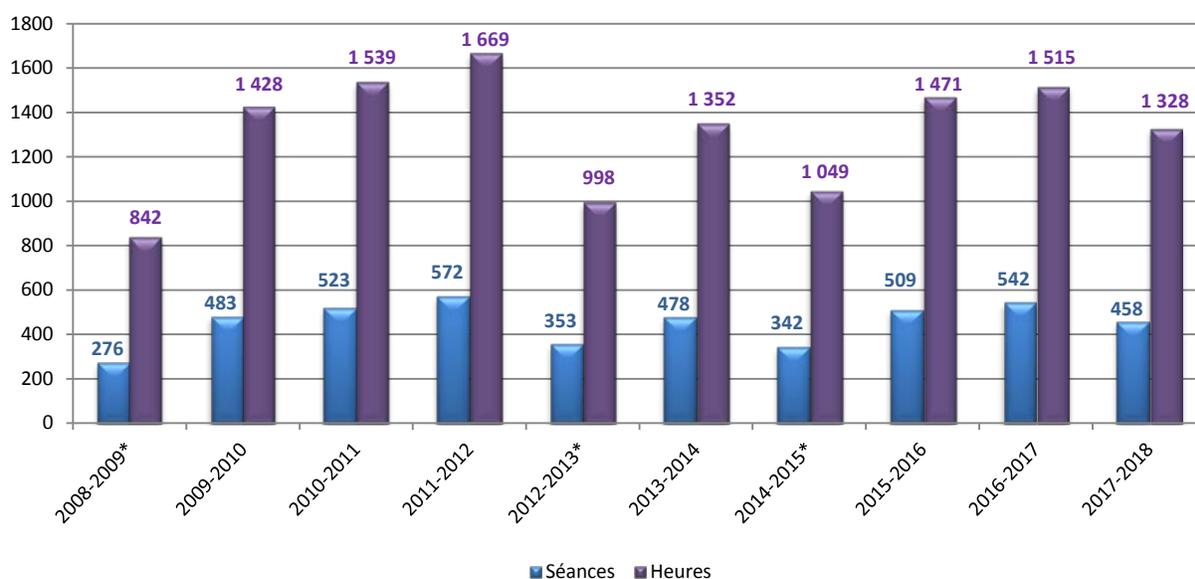
Cette troisième partie du rapport présente l'évolution des activités des commissions parlementaires sur une période de dix ans.

LES SÉANCES

Dans un premier temps, la **figure 3** présente la variation du nombre de séances et du nombre d'heures effectuées en commission annuellement. Au cours des dix dernières années, les commissions ont tenu en moyenne 454 séances représentant 1 319 heures chaque année.

On constate toutefois un niveau d'activité des commissions plus faible les années où se sont tenues des élections générales (janvier 2009, octobre 2012 et mai 2014). Quant au niveau élevé d'activité atteint en 2011-2012, celui-ci est en partie attribuable à la consultation générale et aux séances de travail de la Commission spéciale sur la question de mourir dans la dignité.

Figure 3 Nombre de séances et d'heures, par année

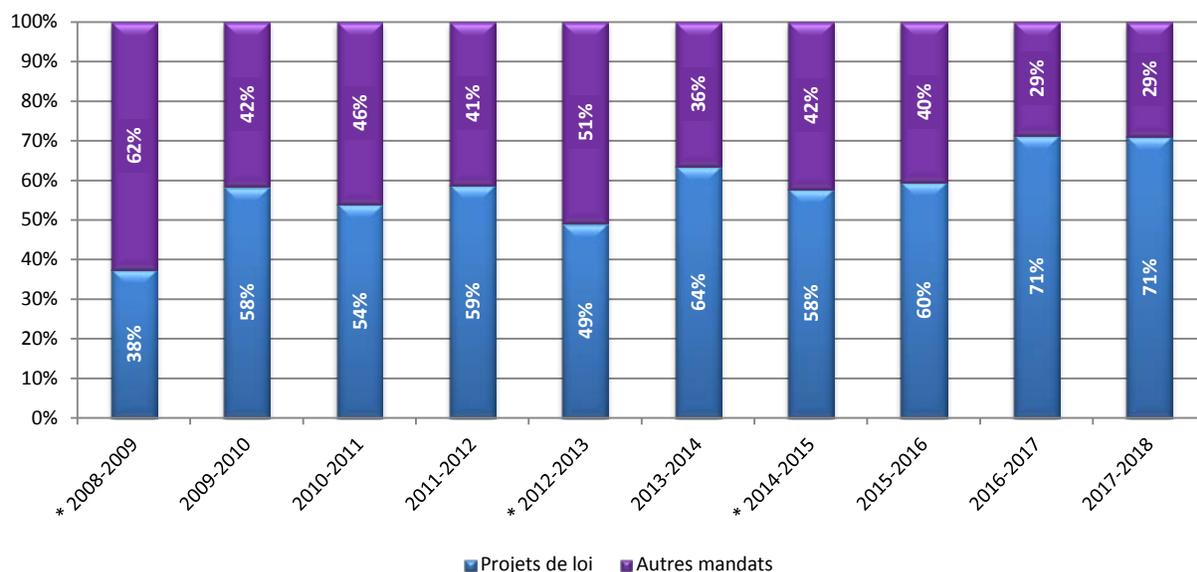


* Années d'élections générales

LES PROJETS DE LOI

La **figure 4** présente quant à elle le pourcentage des heures des commissions consacrées à l'étude des projets de loi et des autres mandats. On note ainsi, depuis une dizaine d'années, une hausse de la proportion des heures des commissions dédiées aux consultations publiques ainsi qu'aux études détaillées sur des projets de loi.

Figure 4 Pourcentage des heures consacrées à l'étude des projets de loi et des autres mandats, par année



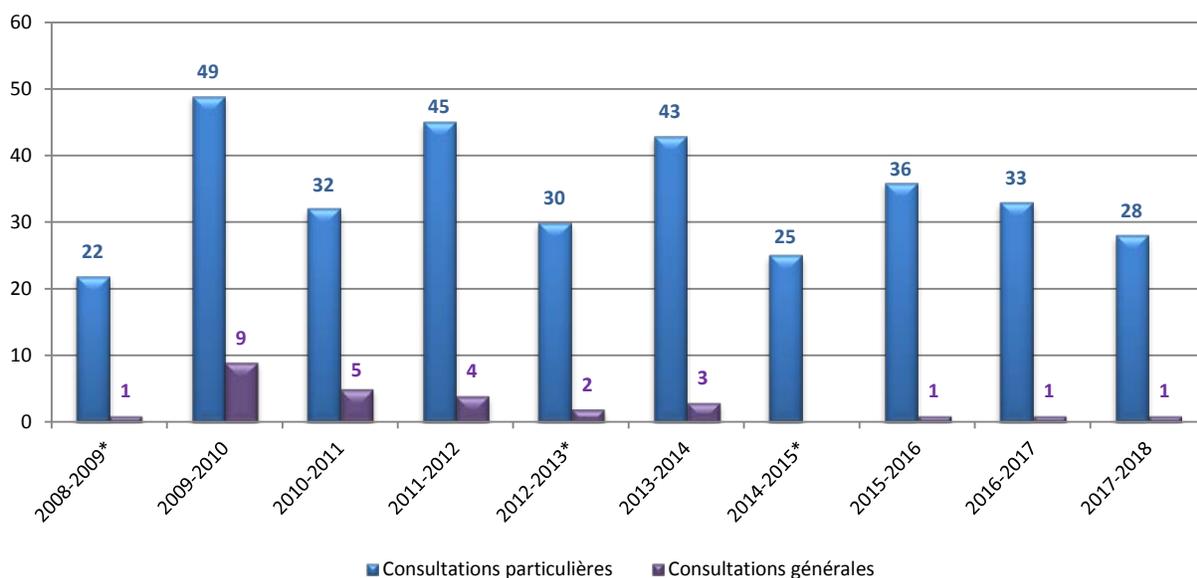
* Années d'élections générales

Note : La catégorie « Projets de loi » incluent les heures consacrées à l'étude des projets de loi publics (consultations et étude détaillée), ainsi que l'étude des projets de loi d'intérêt privé.

LES CONSULTATIONS

Les **figures 5 et 6** présentent le nombre de mandats où il y a eu des consultations particulières et générales ainsi que le nombre de séances et d'heures consacrées annuellement à ces mandats. On note, entre autres, une diminution significative du nombre de consultations générales depuis l'année 2009-2010, qui a été marquée par l'adoption en avril 2009 d'une importante réforme parlementaire.

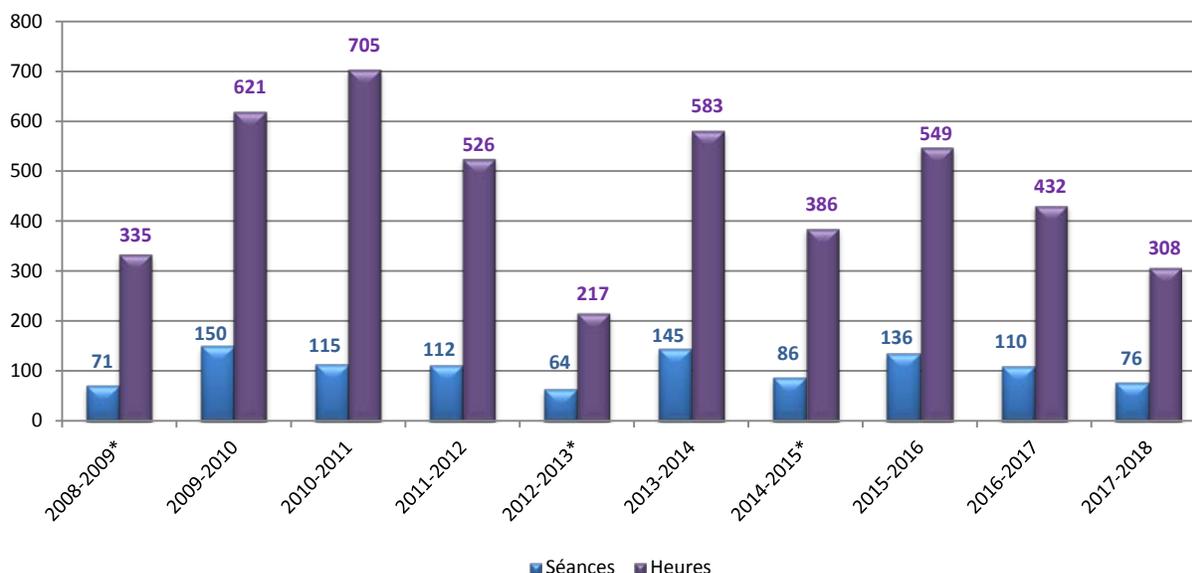
Figure 5 Nombre de mandats où il y a eu des consultations particulières et générales, par année



* Années d'élections générales

Avant 2014-2015, certaines auditions effectuées par les commissions sectorielles, notamment la reddition de compte des ministères et organismes, étaient comptabilisées dans les consultations particulières, ce qui explique la diminution du nombre de consultations particulières.

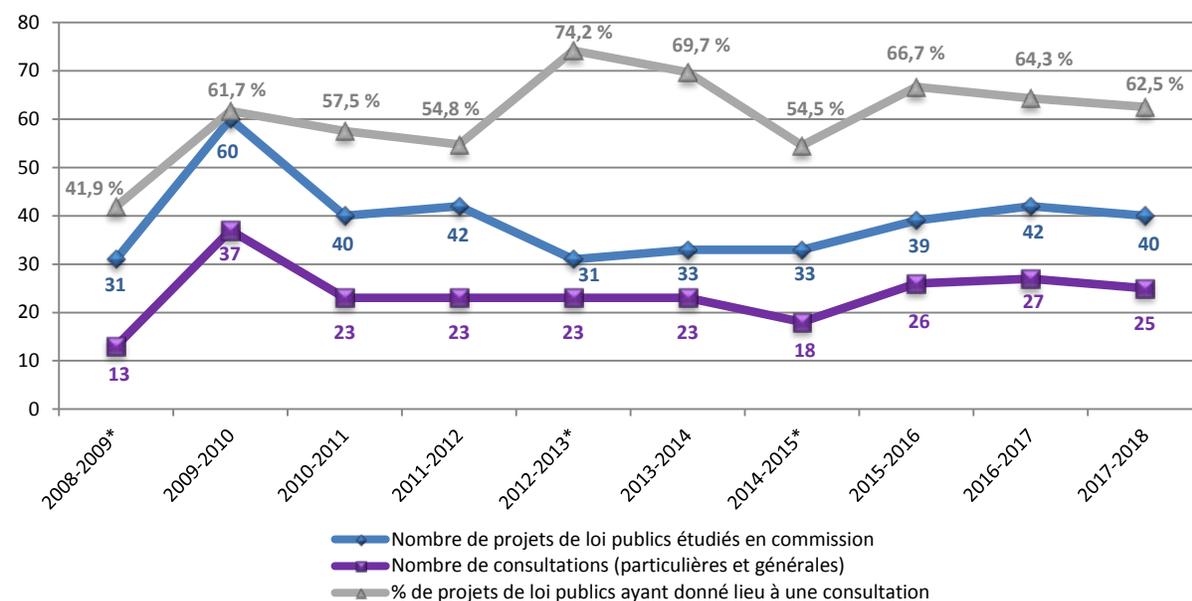
Figure 6 Nombre de séances et d'heures consacrées à des consultations particulières et générales, par année



* Années d'élections générales

De son côté, la **figure 7** montre le nombre de consultations qui ont porté sur des projets de loi publics. Depuis 2009-2010, les deux tiers des projets de loi publics étudiés annuellement en commission ont fait l'objet de consultations particulières ou d'une consultation générale.

Figure 7 Nombre de consultations particulières et générales reliées à un projet de loi public, par année

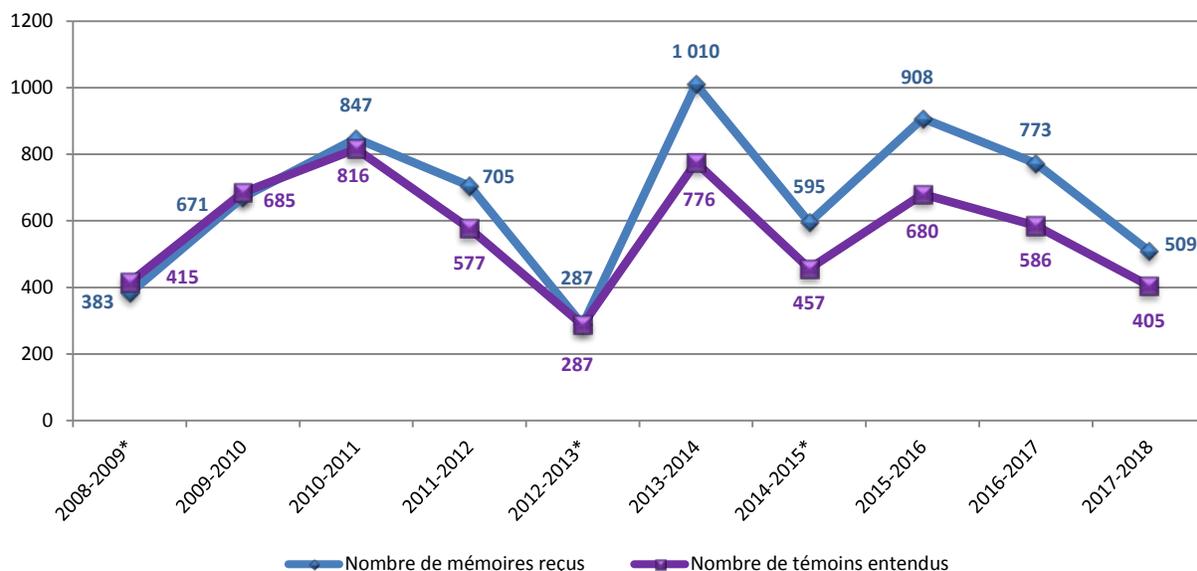


* Années d'élections générales

La **figure 8** présente le nombre de témoins entendus et de mémoires reçus annuellement lors des consultations publiques. En moyenne, au cours des dix dernières années, les commissions ont entendu 568 personnes et organismes et elles ont reçu 669 mémoires annuellement.

En 2013-2014, le nombre élevé de mémoires reçus s'explique en partie par la tenue d'une consultation générale sur le projet de loi n° 60, *Charte affirmant les valeurs de laïcité et de neutralité religieuse de l'État ainsi que d'égalité entre les femmes et les hommes et encadrant les demandes d'accommodement*, durant laquelle 269 mémoires ont été reçus.

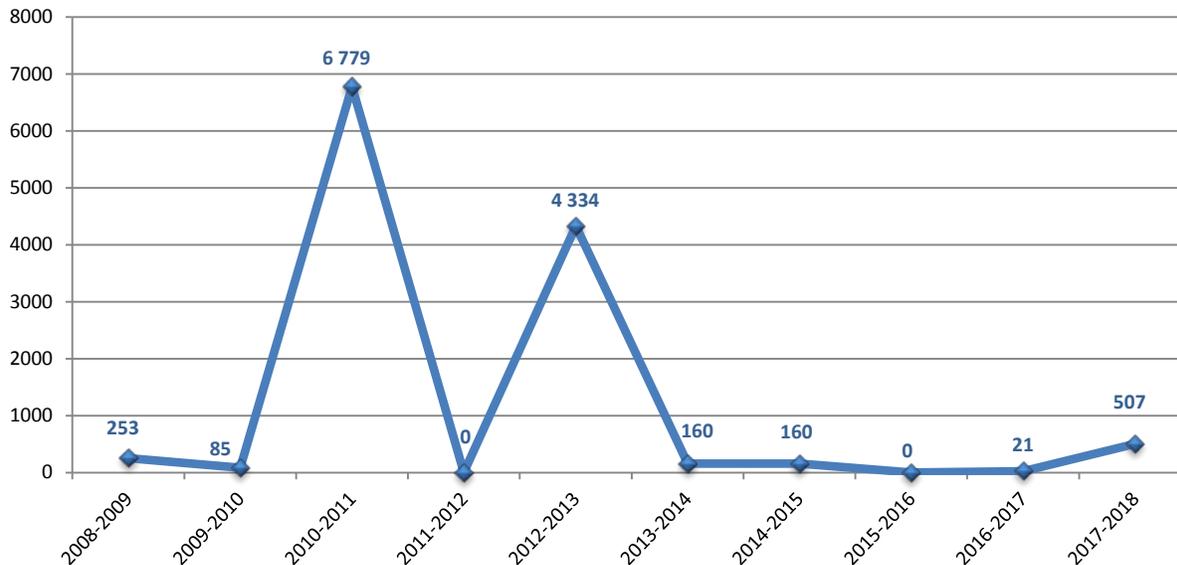
Figure 8 Nombre de témoins entendus et de mémoires reçus, par année



* Années d'élections générales

La **figure 9** illustre quant à elle le nombre de réponses reçues aux questionnaires en ligne. Le nombre élevé de réponses reçues lors de certaines années est notamment attribuable à la tenue de deux consultations générales. Ces consultations ont été tenues en 2010-2011 par la Commission spéciale sur la question de mourir dans la dignité (6 779 réponses) et en 2012-2013 sur le projet de loi n° 14, *Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne et d'autres dispositions législatives* (4 334 réponses). En 2017-2018, une consultation en ligne a été tenue à la CRC lors des consultations particulières dans le cadre du mandat d'initiative sur la place des femmes en politiques.

Figure 9 Nombre de réponses reçues aux questionnaires en ligne, par année

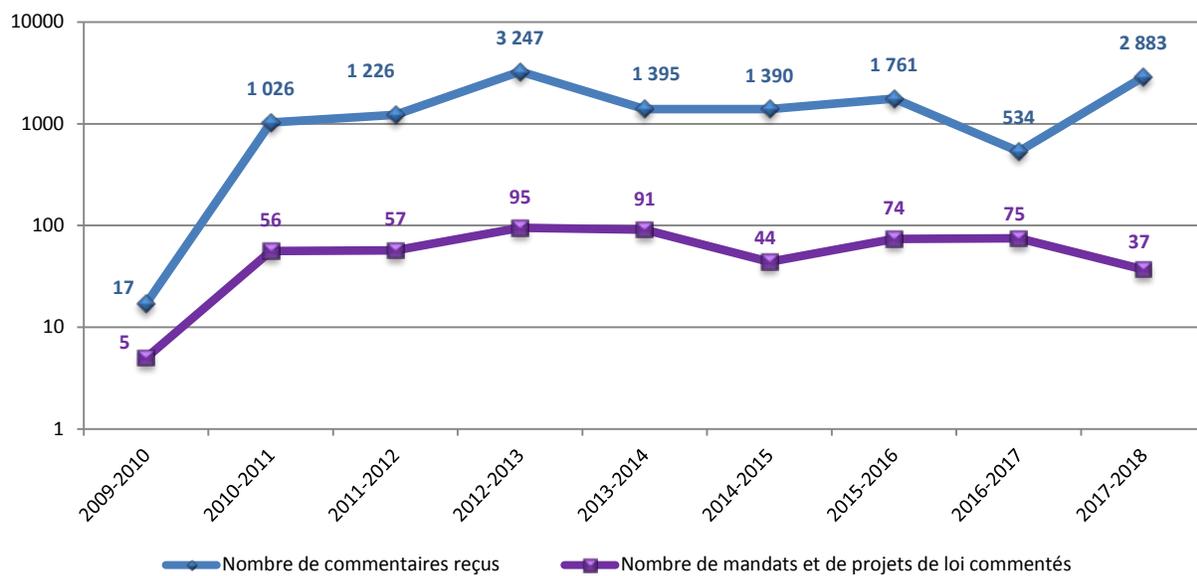


LES COMMENTAIRES EN LIGNE

Le site Internet de l'Assemblée permet à toute personne qui le désire de formuler des commentaires sur un projet de loi ou un mandat des commissions. En 2017-2018, 2 883 commentaires ont été reçus en lien avec 37 mandats et projets de loi.

La **figure 10** montre d'ailleurs une hausse du nombre de commentaires reçus chaque année depuis la plus récente réforme parlementaire adoptée en avril 2009, à l'exception d'une baisse inexplicite en 2016-2017. À noter qu'en 2012-2013, plus de 3 247 commentaires en ligne ont été reçus. Ce sommet s'explique en partie par le projet de loi n° 78, *Loi permettant aux étudiants de recevoir l'enseignement dispensé par les établissements de niveau postsecondaire qu'ils fréquentent*, pour lequel 2 330 commentaires ont été reçus. Au cours de la dernière année, c'est le projet de loi n° 128, *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens*, qui a recueilli le plus grand nombre de commentaires, soit 1 810 sur un total de 2 883.

Figure 10 Nombre de mandats de commissions et de projets de loi commentés et nombre de commentaires en ligne reçus, par année





ASSEMBLÉE NATIONALE

QUÉBEC

Place aux citoyens

**Rapport statistique sur les travaux des
commissions parlementaires pour
l'année financière 2017-2018**

Annexe I

Lexique

COMITÉ DIRECTEUR

Le comité directeur est composé du président, du ou des vice-présidents ainsi que du secrétaire de la commission. Le comité voit à l'administration de la commission et prend d'un commun accord les décisions nécessaires à la bonne marche des travaux de la commission entre les séances.

CONSULTATION GÉNÉRALE

Une consultation générale s'adresse à l'ensemble de la population. Elle est obligatoirement précédée d'un avis public publié dans les principaux quotidiens et dans la *Gazette officielle du Québec* afin d'inviter les personnes et les organismes intéressés par le sujet étudié à soumettre un mémoire à la commission. Les citoyens peuvent aussi adresser une demande d'intervention sans transmettre de mémoire. Par la suite, la commission choisit les personnes et les organismes qu'elle souhaite entendre et tient des auditions publiques.

CONSULTATIONS PARTICULIÈRES

Les consultations particulières visent à entendre, lors d'auditions publiques, des personnes ou des organismes choisis par la commission ou par l'Assemblée nationale en raison de leur connaissance de la question étudiée ou de leur expertise en la matière.

CRÉDITS BUDGÉTAIRES

Les crédits budgétaires correspondent aux sommes d'argent attribuées à chaque ministère ou organisme du gouvernement pour leur fonctionnement annuel. L'étude des crédits budgétaires en commission parlementaire débute au plus tôt quinze jours après le dépôt des crédits à l'Assemblée. Les membres des commissions examinent les crédits des ministères et des organismes publics en posant des questions au ministre responsable qui est accompagné de ses principaux fonctionnaires.

INTERPELLATION

L'interpellation est un débat tenu entre un député de l'opposition et un ministre sur une question d'actualité ou d'intérêt général. Elle a lieu le vendredi, de 10 heures à midi, à la salle de l'Assemblée nationale pendant les semaines où l'Assemblée siège. Il n'y a cependant pas d'interpellation en période de travaux intensifs.

PROJET DE LOI PUBLIC

Les projets de loi publics sont d'application générale, en ce sens qu'ils s'appliquent à l'ensemble de la collectivité ou à une très grande partie de celle-ci. Au cours de l'étude détaillée de projets de loi publics, la commission prend en considération chaque article du projet de loi, en y apportant les amendements qu'elle juge nécessaires. Avant d'entreprendre l'étude détaillée, la commission peut tenir des consultations particulières. Lorsque la commission a terminé l'étude détaillée d'un projet de loi, elle dépose, par l'entremise de son président, son rapport à l'Assemblée, où se poursuivent les autres étapes menant à l'adoption du projet de loi.

PROJET DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ

À la différence d'un projet de loi public, un projet de loi d'intérêt privé concerne des intérêts particuliers ou locaux et il vise à obtenir pour un individu, une corporation ou une municipalité des droits ou des privilèges exclusifs ou qui lui sont propres. En général, l'étude détaillée d'un projet de loi d'intérêt privé s'amorce par une audition publique. Les requérants et toutes les personnes qui ont demandé à intervenir sur le projet de loi sont alors convoqués par la commission. L'audition et l'étude détaillée, qui se déroule comme celle d'un projet de loi public, ont généralement lieu au cours d'une même séance. Le rapport de la commission est ensuite déposé à l'Assemblée.

SÉANCE PUBLIQUE

La séance publique constitue la règle générale. Les séances publiques sont ouvertes à la population et les membres de la *Tribune de la presse* y sont admis. Les délibérations de ces séances sont webdiffusées et retranscrites intégralement au *Journal des débats*, qui peut être consulté, depuis 1989, sur le site Internet de l'Assemblée nationale.

SÉANCE DE TRAVAIL

La séance de travail est principalement réservée à l'organisation des travaux et à l'information des membres des commissions. Elle est dite privée, c'est-à-dire que seuls les membres et le personnel de la commission peuvent y assister. Les débats ne sont pas retranscrits au *Journal des débats*. Ce type de séance représente donc une instance plus souple pour la commission, qui peut aussi déléguer à son comité directeur la planification et l'organisation des travaux.

SÉANCE À HUIS CLOS

La séance à huis clos est rare et, contrairement aux autres types de séances, nul ne peut en rapporter les délibérations et le contenu des documents reçus sans le consentement unanime de la commission et des témoins.

TRAVAUX EN PÉRIODE ET HORS PÉRIODE

Les commissions siègent la plupart du temps pendant la période des travaux de l'Assemblée, à l'exception toutefois des semaines de travail en circonscription. Les commissions peuvent également siéger à des moments où l'Assemblée ne tient pas séance, autrement dit où il n'y a pas de travaux prévus au calendrier. Dans ce cas, il est considéré que les commissions siègent « hors période de travaux parlementaires ». Les commissions peuvent se réunir du lundi au vendredi, que ce soit pendant la période de travaux ou non. Fait à noter, lorsque l'Assemblée siège, les commissions ne peuvent pas se réunir lors de la période des affaires courantes.



ASSEMBLÉE NATIONALE

QUÉBEC

Place aux citoyens

**Rapport statistique sur les travaux des
commissions parlementaires pour
l'année financière 2017-2018**

Annexe II

**La dénomination
et les
compétences
des commissions**

Le Règlement de l'Assemblée nationale prévoit la dénomination et les champs de compétence des commissions parlementaires de la manière suivante :

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE (article 116) :

- 1° établit le règlement de l'Assemblée et ses règles de fonctionnement ainsi que celles des commissions, et les soumet à l'approbation de l'Assemblée;
- 2° coordonne les travaux des autres commissions, notamment en déterminant devant quelle commission répond un ministère ou organisme et en précisant, au besoin, la compétence de chaque commission;
- 3° autorise les commissions à se déplacer ou à siéger à l'extérieur des édifices de l'Assemblée nationale;
- 3.1° entend, au besoin, les personnes dont la loi requiert qu'elles soient nommées par l'Assemblée et lui fait rapport sans formuler d'observations, conclusions ou recommandations;
- 4° s'occupe de toute matière qui n'a pas été spécialement confiée à une autre commission.

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE (article 117.6) :

- 1° vérifie les engagements financiers;
- 2° entend, chaque année, le Vérificateur général sur son rapport annuel de gestion;
- 3° entend, en vertu de la *Loi sur l'administration publique*, les ministres, si ceux-ci le jugent opportun, et, selon le cas, les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes afin de discuter de leur gestion administrative lorsque celle-ci est signalée dans un rapport du Vérificateur général ou du Protecteur du citoyen;
- 3.1° entend, en vertu de la *Loi sur l'administration publique*, au moins une fois tous les quatre ans, les ministres, si ceux-ci le jugent opportun, et, selon le cas, les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes afin de discuter de leur gestion administrative;
- 3.2° étudie le rapport annuel sur l'application de la *Loi sur l'administration publique*; et
- 4° étudie toute matière qui lui est confiée par l'Assemblée.

COMMISSIONS SECTORIELLES (article 118) :

- 1° **Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles :**
Agriculture, pêcheries, alimentation, énergie, ressources naturelles;
- 2° **Commission de l'aménagement du territoire :**
Aménagement du territoire, affaires municipales, habitation, sports et loisirs, développement des collectivités locales et régionales;
- 3° **Commission de la culture et de l'éducation :**
Culture, éducation, formation professionnelle, enseignement supérieur, communication;

- 4° **Commission de l'économie et du travail :**
Industrie, commerce, tourisme, travail, main-d'œuvre, science, technologie, sécurité du revenu;
- 5° **Commission des finances publiques :**
Finances, budget, administration du gouvernement, fonction publique, revenu, services, approvisionnements, régimes de rentes;
- 6° **Commission des institutions :**
Présidence du Conseil exécutif, justice, sécurité publique, constitution, affaires autochtones, relations internationales et intergouvernementales;
- 7° **Commission des relations avec les citoyens :**
Relations avec les citoyens, communautés culturelles, immigration, condition féminine, famille, aînés, jeunesse, protection des consommateurs;
- 8° **Commission de la santé et des services sociaux :**
Santé, services sociaux et communautaires;
- 9° **Commission des transports et de l'environnement :**
Transports, environnement, faune, parcs.



ASSEMBLÉE NATIONALE

QUÉBEC

Place aux citoyens

**Rapport statistique sur les travaux des
commissions parlementaires pour
l'année financière 2017-2018**

Annexe III

Tableaux 17, 18 et 19

Tableau 17 Nombre de mandats selon les types de mandats et d'activités, par commission

Commissions	Mandats de l'Assemblée				Mandats prévus au Règlement			Mandats conférés par une loi	Mandats d'initiative				Total
	Projets de loi		Crédits budgétaires	Études de toute autre matière	Élections à la présidence et à la vice-présidence	Interpellations	Autres		Études de règlement	Reddition de comptes et surveillance d'organismes	Études de pétitions	Études de toute autre matière	
	Publics	Privés											
CAN	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CAP	-	-	-	-	1	-	15	-	-	-	-	-	16
CAPERIN	-	-	1	-	1	-	-	-	-	1	-	-	3
CAT	5	3	1	-	2	7	-	-	-	-	-	-	18
CCE	6	4	1	-	1	1	-	-	-	-	-	-	13
CET	5	-	1	-	1	-	-	-	-	3	-	1	11
CFP	9	2	1	-	-	2	1	-	-	-	-	1	16
CI	16	-	1	1	1	1	1	2	-	-	-	1	24
CRC	5	-	1	-	-	2	-	-	-	-	-	1	9
CSSS	6	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	8
CTE	9	-	1	1	-	2	-	1	-	-	-	1	15
Total	61	9	9	2	7	15	17	3	-	4	1	5	133

Tableau 18 Nombre de séances selon les types de mandats et d'activités, en nombre et en pourcentage, par commission

Commissions	Mandats de l'Assemblée				Mandats prévus au Règlement			Mandats conférés par une loi	Mandats d'initiative				Séances de travail	Total
	Projets de loi		Crédits budgétaires	Études de toute autre matière	Élections à la présidence et à la vice-présidence	Interpellations	Autres		Études de règlement	Reddition de comptes et surveillance d'organismes	Études de pétitions	Études de toute autre matière		
	Publics	Privés												
CAN	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CAP	-	-	-	-	1	-	32	-	-	-	-	-	6	39
CAPERIN	-	-	4	-	1	-	-	-	-	3	-	-	5	13
CAT	22	3	6	-	2	7	-	-	-	-	-	-	1	41
CCE	26	10	6	-	1	1	-	-	-	-	-	-	2	46
CET	12	-	7	-	1	-	-	-	-	3	-	2	8	33
CFP	35	2	4	-	-	2	4	-	-	-	-	2	3	52
CI	49	-	7	-	1	1	2	5	-	-	-	1	8	74
CRC	20	-	4	-	-	2	-	-	-	-	-	8	1	35
CSSS	54	-	3	-	-	-	-	-	-	-	3	-	15	75
CTE	34	-	5	-	-	2	-	2	-	-	-	4	3	50
Total (s)	252	15	46	-	7	15	38	7	-	6	3	17	52	458
CAN	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CAP	-	-	-	-	14,3	-	84,2	-	-	-	-	-	11,5	8,5
CAPERIN	-	-	8,7	-	14,3	-	-	-	-	50,0	-	-	9,6	2,8
CAT	8,7	20,0	13,0	-	28,6	46,7	-	-	-	-	-	-	1,9	9,0
CCE	10,3	66,7	13,0	-	14,3	6,7	-	-	-	-	-	-	3,8	10,0
CET	4,8	-	15,2	-	14,3	-	-	-	-	50,0	-	11,8	15,4	7,2
CFP	13,9	13,3	8,7	-	-	13,3	10,5	-	-	-	-	11,8	5,8	11,4
CI	19,4	-	15,2	-	14,3	6,7	5,3	71,4	-	-	-	5,9	15,4	16,2
CRC	7,9	-	8,7	-	-	13,3	-	-	-	-	-	47,1	1,9	7,6
CSSS	21,4	-	6,5	-	-	-	-	-	-	-	100,0	-	28,8	16,4
CTE	13,5	-	10,9	-	-	13,3	-	28,6	-	-	-	23,5	5,8	10,9
Total (%)	100,0	100,0	100,0	-	100,0	100,0	100,0	-	-	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Tableau 19 Nombre d'heures selon les types de mandats et d'activités, en heures et en pourcentage, par commission

Commissions	Mandats de l'Assemblée				Mandats prévus au Règlement			Mandats conférés par une loi	Mandats d'initiative				Séances de travail	Total
	Projets de loi		Crédits budgétaires	Études de toute autre matière	Élections à la présidence et à la vice-présidence	Interpellations	Autres		Études de règlement	Reddition de comptes et surveillance d'organismes	Études de pétitions	Études de toute autre matière		
	Publics	Privés												
CAN	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CAP	-	-	-	-	0:03	-	43:40	-	-	-	-	-	7:33	51:16
CAPERIN	-	-	19:07	-	0:02	-	-	-	-	3:16	-	-	2:53	25:18
CAT	94:27	3:07	17:53	-	0:04	14:00	-	-	-	-	-	-	0:35	130:06
CCE	96:13	12:46	23:50	-	0:02	2:02	-	-	-	-	-	-	0:58	135:51
CET	34:58	-	23:07	-	0:02	-	-	-	-	5:49	-	0:52	3:24	68:12
CFP	121:03	2:50	20:57	-	-	4:01	11:00	-	-	-	-	3:49	1:24	165:04
CI	175:43	-	33:47	-	0:06	2:01	2:23	26:14	-	-	-	1:28	3:56	245:38
CRC	68:29	-	18:48	-	-	3:55	-	-	-	-	-	12:58	0:25	104:35
CSSS	205:41	-	18:31	-	-	-	-	-	-	-	4:49	-	7:34	236:35
CTE	130:22	-	23:59	-	-	4:02	-	1:44	-	-	-	4:58	0:53	165:58
Total (h)	926:56	18:43	199:59	-	0:19	30:01	57:03	27:58	-	9:05	4:49	24:05	29:35	1 328:33
CAN	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CAP	-	-	-	-	15,8	-	76,5	-	-	-	-	-	25,5	3,9
CAPERIN	-	-	9,6	-	10,5	-	-	-	-	36,0	-	-	9,7	1,9
CAT	10,2	16,7	8,9	-	21,1	46,6	-	-	-	-	-	-	2,0	9,8
CCE	10,4	68,2	11,9	-	10,5	6,8	-	-	-	-	-	-	3,3	10,2
CET	3,8	-	11,6	-	10,5	-	-	-	-	64,0	-	3,6	11,5	5,1
CFP	13,1	15,1	10,5	-	-	13,4	19,3	-	-	-	-	15,8	4,7	12,4
CI	19,0	-	16,9	-	31,6	6,7	4,2	93,8	-	-	-	6,1	13,3	18,5
CRC	7,4	-	9,4	-	-	13,0	-	-	-	-	-	53,8	1,4	7,9
CSSS	22,2	-	9,3	-	-	-	-	-	-	-	100,0	-	25,6	17,8
CTE	14,1	-	12,0	-	-	13,4	-	6,2	-	-	-	20,6	3,0	12,5
Total (%)	100,0	100,0	100,0	-	100,0	100,0	100,0	100,0-	-	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0



ASSEMBLÉE NATIONALE

QUÉBEC

Place aux citoyens

**Rapport statistique sur les travaux des
commissions parlementaires pour
l'année financière 2017-2018**

Annexe IV

**Les fiches
détaillées des
activités des
commissions**

LÉGENDE

Mandats	Liste des mandats pour lesquels au moins une séance (publique ou de travail) a été tenue au cours de la période (1 ^{er} avril 2017 au 31 mars 2018) Le mandat peut avoir débuté l'année précédente et se poursuivre l'année suivante
Séances	Nombre total de séances tenues dans le cadre du mandat au cours de la période
Durée	Durée totale des séances tenues dans le cadre du mandat au cours de la période
Dates	Dates des séances tenues dans le cadre du mandat au cours de la période
Remarques	Mandat non terminé : Mandat toujours actif mais non terminé au 31 mars 2018 Procédure législative d'exception : Mandat qui a pris fin à la suite d'une procédure législative d'exception

Mandat	Séances	Durée	Date	Remarque
Mandats prévus au règlement				
Élection à la présidence de la Commission	1	00:03	2018-02-06	
Audition du Vérificateur général du Québec sur sa gestion administrative et sur ses engagements financiers	3	04:03	2018-02-13, 2018-02-13, 2018-02-13	
Audition d'Hydro-Québec sur le chapitre 4 du rapport de l'automne 2016 du Vérificateur général du Québec intitulé « Hydro-Québec : processus d'approvisionnement en travaux et en services spécialisés »	3	04:20	2017-04-11, 2017-04-11, 2017-04-11	
Audition du ministère de la Sécurité publique et de la Commission québécoise des libérations conditionnelles sur le chapitre 5 du rapport de l'automne 2016 du Vérificateur général du Québec intitulé « Services correctionnels : réinsertion sociale »	3	04:27	2017-04-05, 2017-04-05, 2017-04-05	
Audition de l'Autorité des marchés financiers sur le chapitre 2 du rapport du printemps 2017 du Vérificateur général du Québec intitulé « Autorité des marchés financiers : activités de contrôle et Fonds d'indemnisation des services financiers »	3	04:22	2017-11-01, 2017-11-01, 2017-11-01	
Audition du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques sur le chapitre 3 du rapport du printemps 2017 du Vérificateur général du Québec intitulé « Réhabilitation des terrains contaminés »	3	04:48	2017-09-27, 2017-09-27, 2017-09-27	
Audition du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs sur le chapitre 4 du rapport du printemps 2017 du Vérificateur général du Québec intitulé « Travaux sylvicoles »	3	04:03	2018-02-07, 2018-02-07, 2018-02-07	
Audition sur le rapport spécial du Protecteur du citoyen intitulé « Les résidences privées pour aînés : plus que de simples entreprises de location résidentielle »	3	04:28	2018-03-28, 2018-03-29, 2018-03-29	
Audition de la Commission municipale du Québec sur sa gestion administrative et sur ses engagements financiers	3	02:52	2017-05-10, 2017-05-10, 2017-05-10	
Audition d'Investissement Québec en suivi de la recommandation 1.4 du 35e rapport de la Commission de l'administration publique	1	01:35	2017-10-18	
Audition du ministère du Tourisme sur sa gestion administrative et ses engagements financiers	3	03:27	2017-10-04, 2017-10-04, 2017-10-04	

Mandat	Séances	Durée	Date	Remarque
Audition de la Régie de l'assurance maladie du Québec sur sa gestion administrative	3	03:49	2018-03-21, 2018-03-21, 2018-03-21	
Audition de la Commission de la fonction publique en suivi de la recommandation 7.1 du 33e rapport de la Commission de l'administration publique	1	01:26	2017-10-18	
Organisation générale				
Séance de travail - Procéder à l'analyse de rapports annuels de gestion et organiser les travaux de la Commission	1	01:15	2017-06-07	
Séance de travail - Procéder à l'analyse des rapports annuels d'activités de quatre organismes et organiser les travaux de la commission	1	01:33	2017-09-28	
Séance de travail - Statuer sur les observations, les conclusions et les recommandations à la suite des auditions d'Investissement Québec et de la Commission de la fonction publique	1	00:14	2017-10-18	
Séance de travail - Préparer les auditions d'Investissement Québec et de la Commission de la fonction publique	1	01:27	2017-10-17	
Séance de travail - Procéder à l'analyse de rapports annuels de gestion et organiser les travaux de la Commission	1	01:20	2017-11-30	
Séance de travail - Procéder à l'analyse de rapports annuels de gestion	1	01:44	2018-03-15	

Mandat	Séances	Durée	Date	Remarque
Mandats de l'Assemblée				
Étude des crédits budgétaires 2017-2018	4	19:07	2017-04-25, 2017-04-26, 2017-04-27, 2017-05-04	
Mandats prévus au Règlement				
Élection à la vice-présidence	1	00:02	2017-10-24	
Mandats d'initiative				
Examen des orientations, des activités et de la gestion administrative de la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	3	03:16	2017-09-20, 2017-09-26, 2017-10-26	
Organisation générale				
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse des pétitions numéros 3187-20170502 et 3189-20170502 concernant le maintien de la réglementation en vigueur relativement à la pêche aux poissons appâts vivants, et 3188-20170502 et 3190-20170502 concernant le maintien de la réglementation relative à l'usage des poissons appâts pour la pêche sportive en été	1	00:25	2017-05-17	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition n° 3282-20170531 concernant le financement du Conseil des appellations réservées et des termes valorisants (CARTV)	1	00:27	2017-09-21	
Séance de travail - Discuter du Rapport relatif au suivi des transactions foncières agricoles transmis par le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation à la suite des recommandations du rapport de la Commission portant sur le phénomène de l'accaparement des terres agricoles	1	00:37	2017-11-29	
Séance de travail - Organisation des travaux de la Commission	1	00:56	2018-02-08	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse d'un mandat afin d'examiner la gestion du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation concernant l'enjeu des pesticides	1	00:28	2018-03-21	

Mandat	Séances	Durée	Date	Remarque
Mandats de l'Assemblée				
Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 85, Loi visant l'implantation de deux pôles logistiques et d'un corridor de développement économique aux abords de l'autoroute 30 ainsi que le développement des zones industrialo-portuaires de la région métropolitaine de Montréal	2	15:07	2017-08-15, 2017-08-16	
Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 155, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal et la Société d'habitation du Québec	2	09:12	2018-01-16, 2018-01-17	
Étude détaillée du projet de loi n° 122, Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs	8	38:42	2017-05-18, 2017-05-30, 2017-05-31, 2017-06-01, 2017-06-06, 2017-06-07, 2017-06-08, 2017-06-09	
Étude détaillée du projet de loi n° 121, Loi augmentant l'autonomie et les pouvoirs de la Ville de Montréal, métropole du Québec	1	07:04	2017-08-17	
Étude détaillée du projet de loi n° 155, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal et la Société d'habitation du Québec	9	24:22	2018-02-13, 2018-02-14, 2018-02-21, 2018-02-22, 2018-03-13, 2018-03-14, 2018-03-15, 2018-03-20, 2018-03-27	
Entendre les intéressés et procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé n° 227, Loi concernant le projet d'aréna et de glaces communautaires de la Ville de Gatineau	1	02:16	2017-06-07	
Entendre les intéressés et procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé n° 233, Loi concernant un immeuble situé sur le boulevard Décarie à Montréal	1	00:26	2017-12-06	
Entendre les intéressés et procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé n° 230, Loi concernant la Municipalité de Notre-Dame-des-Pins	1	00:25	2017-12-06	
Étude des crédits budgétaires 2017-2018	6	17:53	2017-04-25, 2017-04-26, 2017-04-27, 2017-04-28, 2017-05-01, 2017-05-03	
Mandats prévus au Règlement				
Élection à la présidence de la Commission	1	00:02	2017-11-23	
Élection à la vice-présidence de la Commission	1	00:02	2017-12-08	

Mandat	Séances	Durée	Date	Remarque
Interpellation du député de Gaspé au ministre responsable de la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine sur le sujet suivant : La Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine délaissées par le gouvernement libéral	1	02:01	2017-04-07	
Interpellation du député de Bertrand à la ministre responsable de la région des Laurentides sur le sujet suivant : L'absence de leadership du gouvernement libéral pour la région des Basses-Laurentides	1	02:00	2017-05-17	
Interpellation du député de Jonquière au ministre responsable de la région de l'Estrie sur le sujet suivant : La région de l'Estrie négligée par le gouvernement libéral	1	02:01	2017-06-02	
Interpellation de la députée de Taschereau au ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale sur le sujet suivant : Le manque de leadership du gouvernement libéral dans la Capitale-Nationale	1	02:01	2017-09-29	
Interpellation de la députée de Duplessis au ministre responsable de la région de la Côte-Nord sur le sujet suivant : La Côte-Nord abandonnée par le gouvernement libéral	1	01:58	2017-11-03	
Interpellation du député de René-Lévesque au ministre responsable de la région de l'Abitibi-Témiscamingue sur le sujet suivant : L'incapacité du ministre responsable de l'Abitibi-Témiscamingue à défendre les dossiers régionaux	1	01:59	2017-11-17	
Interpellation du député de Berthier à la ministre responsable de la région de la Mauricie sur le sujet suivant : L'absence de leadership mauricien autour de la table du Conseil des ministres libéral	1	02:00	2018-02-16	
Organisation générale				
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse d'un mandat d'initiative portant sur l'accès aux services financiers de proximité en région	1	00:35	2018-03-15	

Mandat	Séances	Durée	Date	Remarque
Mandats de l'Assemblée				
Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 144, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et d'autres dispositions législatives concernant principalement la gratuité des services éducatifs et l'obligation de fréquentation scolaire	3	17:26	2017-09-05, 2017-09-06, 2017-09-07	
Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 151, Loi visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d'enseignement supérieur	4	18:50	2017-11-16, 2017-11-21, 2017-11-22, 2017-11-23	
Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 166, Loi portant réforme du système de taxation scolaire	2	03:22	2018-02-06, 2018-02-07	
Étude détaillée du projet de loi n° 144, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et d'autres dispositions législatives concernant principalement la gratuité des services éducatifs et l'obligation de fréquentation scolaire	8	29:19	2017-10-03, 2017-10-04, 2017-10-05, 2017-10-17, 2017-10-18, 2017-10-19, 2017-10-24, 2017-10-25	
Étude détaillée du projet de loi n° 151, Loi visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d'enseignement supérieur	3	11:01	2017-11-30, 2017-12-01, 2017-12-04	
Étude détaillée du projet de loi n° 166, Loi portant réforme du système de taxation scolaire	6	16:15	2018-02-15, 2018-02-20, 2018-02-21, 2018-02-22, 2018-03-14, 2018-03-15	
Entendre les intéressés et procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé n° 224, Loi concernant le morcellement d'un lot situé en partie dans l'aire de protection de la maison Louis-Degneau (anciennement maison Prévost) et dans l'aire de protection de la maison de Saint-Hubert (anciennement maison des Sœurs-du-Sacré-Cœur-de-Jésus)	1	01:00	2017-12-06	
Entendre les intéressés et procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé n° 229, Loi concernant certaines aliénations relatives à l'édifice de la Unity Building	1	00:20	2017-06-14	
Entendre les intéressés et procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé n° 228, Loi concernant la copropriété Le 221 St-Sacrement	1	00:35	2017-06-14	

Mandat	Séances	Durée	Date	Remarque
Entendre les intéressés et procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé n° 234, Loi modifiant la Charte de l'Université de Montréal	7	10:51	2017-12-05, 2017-12-06, 2017-12-07, 2017-12-08, 2018-02-08, 2018-02-13, 2018-03-22	
Étude des crédits budgétaires 2017-2018	6	23:50	2017-04-24, 2017-04-27, 2017-04-28, 2017-05-02, 2017-05-03, 2017-05-04	
Mandats prévus au Règlement				
Élection à la présidence	1	00:02	2017-10-19	
Interpellation du député de Chambly au ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport sur le sujet suivant : Les iniquités régionales provoquées par la loterie libérale des taxes scolaires	1	02:02	2018-03-16	
Organisation générale				
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse d'un mandat d'initiative portant sur les évaluations des apprentissages dans le système scolaire québécois	1	00:29	2017-06-06	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse des pétitions numéros 4126-20180314 et 4131-20180314 concernant la possibilité d'effectuer des stages de programmes universitaires dans les 17 régions du Québec	1	00:29	2018-03-27	

Mandat	Séances	Durée	Date	Remarque
Mandats de l'Assemblée				
Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 149, Loi bonifiant le régime de rentes du Québec et modifiant diverses dispositions législatives en matière de retraite	2	05:27	2017-11-28, 2017-11-29	
Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 152, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine du travail afin principalement de donner suite à certaines recommandations de la Commission Charbonneau	2	08:43	2018-02-06, 2018-02-07	
Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 162, Loi modifiant la Loi sur le bâtiment et d'autres dispositions législatives afin principalement de donner suite à certaines recommandations de la Commission Charbonneau	2	05:04	2018-02-22, 2018-03-13	
Étude détaillée du projet de loi n° 149, Loi bonifiant le régime de rentes du Québec et modifiant diverses dispositions législatives en matière de retraite	4	09:43	2017-12-06, 2017-12-08, 2018-02-08, 2018-02-13	
Étude détaillée du projet de loi n° 162, Loi modifiant la Loi sur le bâtiment et d'autres dispositions législatives afin principalement de donner suite à certaines recommandations de la Commission Charbonneau	2	06:01	2018-03-27, 2018-03-28	
Étude des crédits budgétaires 2017-2018	7	23:07	2017-04-24, 2017-04-25, 2017-04-26, 2017-04-27, 2017-05-02, 2017-05-03, 2017-05-04	
Mandats prévus au Règlement				
Élection à la vice-présidence	1	00:02	2017-10-24	
Mandats d'initiative				
Examen des orientations, des activités et de la gestion administrative du Fonds de recherche du Québec - nature et technologies	1	01:58	2017-09-26	
Examen des orientations, des activités et de la gestion administrative du Fonds de recherche du Québec - santé	1	01:57	2017-09-26	
Examen des orientations, des activités et de la gestion administrative du Fonds de recherche du Québec - société et culture	1	01:54	2017-09-26	

Mandat	Séances	Durée	Date	Remarque
Mandat d'initiative - Dresser le bilan du Carnet de référence de la Commission de la construction du Québec et son impact sur les phénomènes d'intimidation et de discrimination syndicale sur les chantiers de construction du Québec	2	00:52	2017-11-23, 2017-11-29	
Organisation générale				
Séance de travail - Statuer sur les observations, conclusions ou recommandations concernant les auditions de la Régie du bâtiment du Québec et du Regroupement des activistes pour l'inclusion au Québec	2	01:03	2017-05-17, 2017-06-13	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition n° 3319-20170608 portant sur la mise en place d'un encadrement législatif du travail des inspecteurs en bâtiment	1	00:24	2017-09-20	
Séance de travail - Préparer les auditions des trois Fonds de recherche du Québec	1	00:39	2017-09-26	
Séance de travail - Statuer sur les observations, conclusions et recommandations à la suite des auditions des trois Fonds de recherche du Québec	1	00:29	2017-10-31	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse d'un mandat d'initiative concernant l'encadrement législatif des inspecteurs en bâtiment	1	00:28	2017-10-31	
Séance de travail - Approuver les rapports de la Commission à la suite des auditions des trois Fonds de recherche du Québec	1	00:05	2017-11-23	
Séance de travail - Discuter des mandats conférés par une loi que la Commission doit accomplir	1	00:16	2017-11-23	

Mandat	Séances	Durée	Date	Remarque
Mandats de l'Assemblée				
Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 135, Loi renforçant la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement	4	11:14	2017-09-26, 2017-09-27, 2017-09-28, 2017-10-03	
Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 141, Loi visant principalement à améliorer l'encadrement du secteur financier, la protection des dépôts d'argent et le régime de fonctionnement des institutions financières	3	18:36	2017-12-07, 2018-01-17, 2018-01-18	
Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 150, Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions des discours sur le budget du 17 mars 2016 et du 28 mars 2017	2	08:39	2018-01-30, 2018-02-06	
Étude détaillée du projet de loi n° 126, Loi favorisant la santé financière et la pérennité du régime de retraite du personnel d'encadrement et modifiant diverses dispositions législatives	1	02:09	2017-04-04	
Étude détaillée du projet de loi n° 108, Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics	11	38:16	2017-05-10, 2017-10-26, 2017-11-01, 2017-11-02, 2017-11-07, 2017-11-08, 2017-11-09, 2017-11-14, 2017-11-15, 2017-11-21, 2017-11-22	
Étude détaillée du projet de loi n° 146, Loi donnant suite principalement à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 28 mars 2017	1	03:11	2017-11-29	
Étude détaillée du projet de loi n° 135, Loi renforçant la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement	2	06:27	2017-11-27, 2017-11-28	
Étude détaillée du projet de loi n° 163, Loi concernant la mise en œuvre de recommandations du comité de retraite de certains régimes de retraite du secteur public et modifiant diverses dispositions législatives	2	04:43	2018-02-15, 2018-02-20	
Étude détaillée du projet de loi n° 141, Loi visant principalement à améliorer l'encadrement du secteur financier, la protection des dépôts d'argent et le régime de fonctionnement des institutions financières	9	27:48	2018-02-20, 2018-02-21, 2018-02-22, 2018-03-13, 2018-03-14, 2018-03-15, 2018-03-20, 2018-03-21, 2018-03-22	Mandat non terminé

Mandat	Séances	Durée	Date	Remarque
Entendre les intéressés et procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé n° 223, Loi concernant la continuation de Sous les Auspices de l'association des éleveurs de bétail du district de Beauharnois inc.	1	01:31	2017-05-30	
Entendre les intéressés et procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé n° 226, Loi concernant La Société des éleveurs de porcs du Québec	1	01:19	2017-06-14	
Étude des crédits budgétaires 2017-2018	4	20:57	2017-04-25, 2017-04-26, 2017-05-02, 2017-05-03	
Mandats prévus au Règlement				
Interpellation du député de La Peltrie au président du Conseil du trésor sur le sujet suivant : La volonté du gouvernement libéral de rendre imputable les sous-ministres et les dirigeants d'organisme quant à l'efficacité de leur administration	1	02:02	2017-10-20	
Interpellation du député de Mercier au ministre des Finances sur le sujet suivant : L'encadrement du commerce électronique pour assurer l'équité fiscale envers le commerce traditionnel et local	1	01:59	2017-11-10	
Poursuite du débat sur le discours du budget	4	11:00	2017-04-05, 2017-04-06, 2017-04-10, 2017-04-11	
Mandats d'initiative				
Mandat d'initiative - Document intitulé « Paradis fiscaux : Plan d'action pour assurer l'équité fiscale »	2	03:49	2018-02-07, 2018-02-22	Mandat non terminé
Organisation générale				
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition n° 3065-20170323 concernant le financement d'un programme provincial pour lutter contre la fracture numérique au Québec	1	00:24	2017-04-13	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse d'un mandat d'initiative concernant la rémunération des hauts dirigeants	1	00:28	2017-05-31	
Séance de travail - Discuter du document intitulé « Paradis fiscaux : plan d'action pour assurer l'équité fiscale » et statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse d'un mandat d'initiative sur ce sujet	1	00:32	2017-11-23	

Mandat	Séances	Durée	Date	Remarque
Mandats de l'Assemblée				
Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 138, Loi modifiant le Code de procédure pénale et la Loi sur les tribunaux judiciaires afin de favoriser l'accès à la justice et la réduction des délais en matière criminelle et pénale	1	01:53	2017-05-30	
Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 133, Loi obligeant le port de l'uniforme par les policiers et les constables spéciaux dans l'exercice de leurs fonctions	1	04:50	2017-09-06	
Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 139, Loi regroupant l'Office Québec/Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse, l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse et l'Office Québec-Monde pour la jeunesse	1	00:54	2017-10-04	
Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 107, Loi visant à accroître la compétence et l'indépendance du commissaire à la lutte contre la corruption et du Bureau des enquêtes indépendantes ainsi que le pouvoir du directeur des poursuites criminelles et pénales d'accorder certains avantages à des témoins collaborateurs	4	09:50	2017-10-17, 2017-10-18, 2017-10-19, 2017-10-24	
Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 140, Loi concernant les services dont bénéficie un ancien premier ministre	1	01:45	2018-02-08	
Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 128, Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens	3	13:22	2018-03-20, 2018-03-21, 2018-03-22	
Étude détaillée du projet de loi n° 98, Loi modifiant diverses lois concernant principalement l'admission aux professions et la gouvernance du système professionnel	9	38:56	2017-04-04, 2017-04-05, 2017-04-06, 2017-04-11, 2017-04-12, 2017-05-10, 2017-05-11, 2017-05-16, 2017-05-18	
Étude détaillée du projet de loi n° 62, Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'État et visant notamment à encadrer les demandes d'accommodements religieux dans certains organismes	8	37:31	2017-08-15, 2017-08-24, 2017-09-07, 2017-09-19, 2017-09-20, 2017-09-21, 2017-09-26, 2017-09-27	
Étude détaillée du projet de loi n° 113, Loi modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives en matière d'adoption et de communication de renseignements	10	37:17	2017-05-30, 2017-05-31, 2017-06-01, 2017-06-07, 2017-06-08, 2017-06-09, 2017-06-12, 2017-06-13, 2017-06-14, 2017-06-15	

Mandat	Séances	Durée	Date	Remarque
Étude détaillée du projet de loi n° 138, Loi modifiant le Code de procédure pénale et la Loi sur les tribunaux judiciaires afin de favoriser l'accès à la justice et la réduction des délais en matière criminelle et pénale	1	03:26	2017-06-06	
Étude détaillée du projet de loi n° 133, Loi obligeant le port de l'uniforme par les policiers et les constables spéciaux dans l'exercice de leurs fonctions	1	01:34	2017-09-28	
Étude détaillée du projet de loi n° 139, Loi regroupant l'Office Québec/Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse, l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse et l'Office Québec-Monde pour la jeunesse	1	02:22	2017-10-25	
Étude détaillée du projet de loi n° 154, Loi mettant en œuvre certaines recommandations du rapport du comité de la rémunération des juges pour la période 2016-2019	3	05:23	2017-11-22, 2017-11-23, 2017-11-28	
Étude détaillée du projet de loi n° 107, Loi visant à accroître la compétence et l'indépendance du commissaire à la lutte contre la corruption et du Bureau des enquêtes indépendantes ainsi que le pouvoir du directeur des poursuites criminelles et pénales d'accorder certains avantages à des témoins collaborateurs	3	11:13	2017-12-01, 2017-12-05, 2017-12-07	
Étude détaillée du projet de loi n° 140, Loi concernant les services dont bénéficie un ancien premier ministre	1	01:43	2018-03-20	Mandat non terminé
Étude détaillée du projet de loi n° 164, Loi concernant l'accessibilité de certains documents du Conseil exécutif ou qui lui sont destinés	1	03:44	2018-03-13	
Étude des crédits budgétaires 2017-2018	7	33:47	2017-04-25, 2017-04-26, 2017-04-27, 2017-05-01, 2017-05-02, 2017-05-03, 2017-05-04	
Mandats prévus au Règlement				
Élection à la présidence de la Commission	1	00:06	2017-11-23	
Interpellation du député de La Peltrie au président du Conseil du trésor, sur le sujet suivant : Les nominations du gouvernement libéral	1	02:01	2017-05-12	
Entendre le Directeur général des élections	2	02:23	2017-10-17, 2017-11-21	

Mandat	Séances	Durée	Date	Remarque
Mandats d'initiative				
Mandat d'initiative - Audition du Directeur de l'état civil et du Curateur public à la suite de la consultation générale sur le rapport quinquennal 2016 intitulé « Rétablir l'équilibre – Rapport sur l'application de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels et de la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé »	1	01:28	2017-10-24	
Mandats conférés par une loi				
Étude et approbation du Règlement modifiant le Règlement sur la déclaration de candidature déposé à l'Assemblée nationale le 6 février 2018	1	01:42	2018-02-20	
Consultation générale et auditions publiques sur le rapport quinquennal 2016 intitulé « Rétablir l'équilibre – Rapport sur l'application de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels et de la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé »	4	24:32	2017-08-16, 2017-08-17, 2017-08-22, 2017-08-23	
Organisation générale				
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se donne le mandat d'entendre le Directeur général des élections	1	00:17	2017-05-17	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse d'un mandat d'initiative visant à entendre le Directeur de l'état civil et le Curateur public en lien avec la consultation générale sur le rapport quinquennal de la Commission d'accès à l'information	1	00:17	2017-09-21	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse d'un mandat d'initiative afin de faire la lumière sur les sérieuses allégations entourant l'UPAC et l'AMF ainsi que les méthodes qu'aurait récemment utilisées l'UPAC	1	00:51	2017-11-02	

Mandat	Séances	Durée	Date	Remarque
Séance de travail - Statuer sur les suites à donner sur le rapport de l'audition du Directeur de l'état civil du Québec et du Curateur public du Québec en lien avec la consultation générale sur le rapport quinquennal 2016 intitulé « Rétablir l'équilibre – Rapport sur l'application de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels et de la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé »	1	00:27	2017-11-29	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse d'un mandat d'initiative visant à demander à l'Unité permanente anti-corruption et à la Sureté du Québec de transmettre des documents	1	00:44	2017-12-05	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse d'un mandat d'initiative sur les méthodes d'endoctrinement de sectes structurées et de leurs impacts sur leurs membres, notamment quand ceux-ci sont en situation médicale d'urgence, en particulier les femmes	1	00:41	2017-12-06	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse d'un mandat d'initiative afin de tenir des auditions pour examiner la possibilité que, sous le couvert de la liberté de religion, des gestes illégaux puissent être posés par des groupes à dérives sectaires sans être sanctionnés	1	00:15	2018-02-22	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse d'un mandat d'initiative concernant la réforme de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels	1	00:24	2018-03-20	

Mandat	Séances	Durée	Date	Remarque
Mandats de l'Assemblée				
Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 134, Loi visant principalement à moderniser des règles relatives au crédit à la consommation et à encadrer les contrats de service de règlement de dettes, les contrats de crédit à coût élevé et les programmes de fidélisation	3	09:17	2017-10-18, 2017-10-19, 2017-10-24	
Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 143, Loi visant à améliorer la qualité éducative et à favoriser le développement harmonieux des services de garde éducatifs à l'enfance	3	10:18	2017-10-24, 2017-10-25, 2017-10-26	
Étude détaillée d'un projet de loi n° 115, Loi visant à lutter contre la maltraitance envers les aînés et toute autre personne majeure en situation de vulnérabilité	2	06:15	2017-04-06, 2017-04-11	
Étude détaillée du projet de loi n° 134, Loi visant principalement à moderniser des règles relatives au crédit à la consommation et à encadrer les contrats de service de règlement de dettes, les contrats de crédit à coût élevé et les programmes de fidélisation	4	15:55	2017-10-31, 2017-11-01, 2017-11-02, 2017-11-07	
Étude détaillée du projet de loi n° 143, Loi visant à améliorer la qualité éducative et à favoriser le développement harmonieux des services de garde éducatifs à l'enfance	8	26:44	2017-11-15, 2017-11-16, 2017-11-21, 2017-11-22, 2017-11-23, 2017-11-28, 2017-11-29, 2017-11-30	
Étude des crédits budgétaires 2017-2018	4	18:48	2017-04-27, 2017-04-28, 2017-05-02, 2017-05-03	
Mandats prévus au Règlement				
Interpellation de la députée de Repentigny à la ministre responsable de la Condition féminine sur le sujet suivant : Des solutions concrètes pour lutter contre les violences à caractère sexuel et mieux accompagner les victimes	1	01:58	2017-11-24	
Interpellation du député de Verchères à la ministre responsable de la région de la Montérégie sur le sujet suivant : Le manque de vision du gouvernement libéral pour les familles de la Montérégie	1	01:57	2018-03-29	
Mandats d'initiative				
Mandat d'initiative - La place des femmes en politique	8	12:58	2017-04-13, 2017-06-06, 2017-09-28, 2017-11-30, 2017-12-06, 2017-12-07, 2018-02-21, 2018-03-20	Mandat non terminé

Mandat	Séances	Durée	Date	Remarque
Organisation générale				
Séance de travail - Statuer sur une demande de mandat d'initiative concernant la prostitution juvénile	1	00:25	2017-10-04	

Mandat	Séances	Durée	Date	Remarque
Mandats de l'Assemblée				
Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 148, Loi encadrant l'approvisionnement en médicaments génériques par les pharmaciens propriétaires et modifiant diverses dispositions législatives	2	04:37	2017-11-07, 2017-11-08	
Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 157, Loi constituant la Société québécoise du cannabis, édictant la Loi encadrant le cannabis et modifiant diverses dispositions en matière de sécurité routière	9	40:06	2017-11-30, 2017-12-01, 2017-12-04, 2017-12-05, 2017-12-06, 2017-12-07, 2017-12-08, 2018-01-16, 2018-01-17	
Étude détaillée du projet de loi n° 99, Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions	9	29:53	2017-06-09, 2017-06-13, 2017-06-14, 2017-06-15, 2017-06-16, 2017-08-14, 2017-08-21, 2017-09-19, 2017-09-20	
Étude détaillée du projet de loi n° 130, Loi modifiant certaines dispositions relatives à l'organisation clinique et à la gestion des établissements de santé et de services sociaux	16	61:31	2017-05-17, 2017-05-18, 2017-05-30, 2017-05-31, 2017-06-07, 2017-06-08, 2017-06-14, 2017-06-15, 2017-08-22, 2017-09-27, 2017-09-28, 2017-10-03, 2017-10-04, 2017-10-05, 2017-10-17, 2017-10-18	
Étude détaillée du projet de loi n° 148, Loi encadrant l'approvisionnement en médicaments génériques par les pharmaciens propriétaires et modifiant diverses dispositions législatives	2	03:03	2017-11-15, 2017-11-16	
Étude détaillée du projet de loi n° 157, Loi constituant la Société québécoise du cannabis, édictant la Loi encadrant le cannabis et modifiant diverses dispositions en matière de sécurité routière	16	66:31	2018-02-13, 2018-02-14, 2018-02-15, 2018-02-20, 2018-02-21, 2018-02-22, 2018-02-23, 2018-03-13, 2018-03-14, 2018-03-15, 2018-03-16, 2018-03-20, 2018-03-21, 2018-03-27, 2018-03-28, 2018-03-29	Mandat non terminé
Étude des crédits budgétaires 2017-2018	3	18:31	2017-05-02, 2017-05-03, 2017-05-04	
Mandats d'initiative				
Étude de pétitions concernant l'instauration et l'application d'un plan d'action relatif à la maladie de Lyme	3	04:49	2018-03-22, 2018-03-22, 2018-03-29	Mandat non terminé
Organisation générale				
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse des pétitions numéros 3061-20170323 et 3064-20170323 concernant la modification législative pour assurer la couverture des services sur l'ensemble du territoire des centres intégrés de santé et de services sociaux (CISSS)	1	00:10	2017-04-04	

Mandat	Séances	Durée	Date	Remarque
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse d'un mandat d'initiative concernant les soins de fin de vie et l'application aux cas des personnes atteintes de démence et d'Alzheimer sévère	1	00:37	2017-04-04	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse des pétitions numéros 3120-20170405 et 3121-20170405 concernant l'acquisition d'un bronchoscope EBUS pour le centre hospitalier Hôtel-Dieu de Sorel-Tracy	1	00:26	2017-04-25	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse des pétitions numéros 3179-20170427 et 3176-20170427 concernant le rétablissement des services de répits spécialisés offerts à la famille de Jonathan Cadieux par le CISSS de la Montérégie-Ouest	1	00:23	2017-05-18	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse d'un mandat d'initiative sur les soins de fin de vie et l'application aux cas des personnes atteintes de démence et d'Alzheimer sévère	1	00:15	2017-05-30	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse des pétitions suivantes : numéros 3306-20170607 et 3312-20170607 concernant le maintien des services de santé de proximité au Kamouraska, 3309-20170607 concernant la reconnaissance des pairs aidants, 3296-20170606 concernant l'affichage des emplois offerts au CISSS des Laurentides et 3297-20170606 concernant le remboursement des bandelettes pour lecteurs de glycémie	1	00:56	2017-06-13	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition n° 3223-20170511 concernant le soutien financier pour les parents d'enfants malades ou handicapés d'âge majeur	1	00:24	2017-05-30	

Mandat	Séances	Durée	Date	Remarque
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse des pétitions numéros 3325-20170609 concernant l'annulation de la directive relativement à la hausse des tarifs de stationnement dans les établissements de santé et de services sociaux, 3379-20170613 concernant la réouverture de la clinique sans rendez-vous du CLSC Haute-Ville, 3380-20170613 concernant l'ouverture d'une nouvelle clinique et l'embauche de nouveaux médecins dans Hochelaga-Maisonneuve, 3391-20170614 concernant la mise en place de ressources de jour adaptées aux besoins des jeunes adultes multi handicapés de plus de 21 ans et 3393-20170614 concernant l'ajout de ressources ambulancières dans la région de Saint-Zénon, de Saint-Michel-des-Saints et de Manawan	1	00:53	2017-09-26	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse des pétitions numéros 3483-20170920, concernant le respect du choix du patient relativement à sa santé et aux traitements proposés, 3499-20170921 et 3502-20170921, concernant le rehaussement du budget octroyé en déficience intellectuelle	1	00:24	2017-10-03	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse des pétitions numéros 3696-20171017 concernant la présence d'un médecin de famille à L'Isle-aux-Coudres et 3697-20171017 concernant l'ouverture d'une nouvelle clinique et l'embauche de nouveaux médecins dans Hochelaga-Maisonneuve	1	00:25	2017-10-31	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 3793-20171109 concernant l'accessibilité aux antécédents médicaux de la famille biologique des personnes adoptées	1	00:20	2017-11-22	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse des pétitions numéros 3907-20171206 et 3909-20171206 concernant le financement du Centre médical de Charlesbourg et la réouverture de son service sans rendez-vous et 3908-20171206 concernant l'encadrement législatif et réglementaire relatif aux chiens d'assistance	1	00:22	2018-02-08	

Mandat	Séances	Durée	Date	Remarque
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse des pétitions numéros 3973-20180206 concernant la couverture des soins et des traitements liés à l'amélogénèse imparfaite par la Régie de l'assurance maladie du Québec, 4028-20180207 et 4029-20180207 concernant l'instauration et l'application d'un plan d'action relatif à la maladie de Lyme, 4034-20180207 concernant le programme québécois de procréation assistée et 4042-20180208 et 4045-20180208 concernant le financement du Spinraza pour tous les patients atteints d'Amyotrophie spinale	1	00:52	2018-02-20	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse des pétitions numéros 4125-20180314 et 4130-20180314 concernant l'accès équitable aux services de santé non dispensés en région et d'un mandat d'initiative portant sur l'étude du rapport intitulé Analyse des impacts de la rémunération des médecins sur leur pratique et la performance du système de santé au Québec	1	00:42	2018-03-22	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse des pétitions numéros 4138-20180315 et 4141-20180315 concernant la mise en place d'un service public en dermatologie dans les Hautes-Laurentides	1	00:25	2018-03-27	

Mandat	Séances	Durée	Date	Remarque
Mandats de l'Assemblée				
Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 132, Loi concernant la conservation des milieux humides et hydriques	4	18:18	2017-05-10, 2017-05-11, 2017-05-16, 2017-05-17	
Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 137, Loi concernant le Réseau électrique métropolitain	3	08:52	2017-05-30, 2017-05-31, 2017-06-06	
Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 147, Loi concernant l'interdiction d'intenter certains recours liés à l'utilisation des véhicules hors route dans les sentiers faisant partie du réseau interrégional	1	03:08	2017-11-14	
Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 165, Loi modifiant le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions	5	19:53	2018-02-06, 2018-02-07, 2018-02-08, 2018-02-13, 2018-02-14	
Étude détaillée du projet de loi n° 131, Loi modifiant la Loi concernant des mesures de compensation pour la réalisation de projets affectant un milieu humide ou hydrique	1	00:47	2017-04-11	
Étude détaillée du projet de loi n° 132, Loi concernant la conservation des milieux humides et hydriques	4	16:12	2017-06-01, 2017-06-05, 2017-06-06, 2017-06-07	
Étude détaillée du projet de loi n° 137, Loi concernant le Réseau électrique métropolitain	9	36:50	2017-06-08, 2017-06-09, 2017-06-12, 2017-06-13, 2017-06-14, 2017-06-15, 2017-06-16, 2017-08-22, 2017-08-23	
Étude détaillée du projet de loi n° 147, Loi concernant l'interdiction d'intenter certains recours liés à l'utilisation des véhicules hors route dans les sentiers faisant partie du réseau interrégional	1	01:59	2017-11-21	
Étude détaillée du projet de loi n° 165, Loi modifiant le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions	6	24:23	2018-02-21, 2018-02-22, 2018-03-13, 2018-03-14, 2018-03-15, 2018-03-20	
Étude des crédits budgétaires 2017-2018	5	23:59	2017-04-24, 2017-04-26, 2017-04-27, 2017-05-03, 2017-05-04	
Mandats prévus au Règlement				
Interpellation du député de Nicolet-Béancour au ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports sur le sujet suivant : La gestion chaotique à la Société des traversiers du Québec	1	02:02	2017-04-03	

Mandat	Séances	Durée	Date	Remarque
Interpellation du député de Masson à la ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques sur le sujet suivant : Le manque de cohérence du gouvernement libéral en environnement	1	02:00	2017-10-27	
Mandats d'initiative				
Mandat d'initiative - Utilisation des appareils de téléphonie mobiles au volant	4	04:58	2017-10-05, 2017-11-07, 2017-11-21, 2017-12-05	
Mandats conférés par une loi				
Mandat conféré par une loi - Étude du Rapport sur l'immunité de poursuites fondées sur les inconvénients de voisinage et le processus de traitement des plaintes, de la médiation et de l'arbitrage en matière de véhicules hors route	2	01:44	2017-10-03, 2017-10-04	
Organisation générale				
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition n° 3266-20170530 concernant le maintien des opérations de la station piscicole de Lac-des-Écorces	1	00:25	2017-06-09	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 3923-20171207 concernant l'amélioration de la circulation sur la route provinciale 148 (boulevard Arthur-Sauvé)	1	00:09	2018-02-06	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse des pétitions numéros 4119-20180314 et 4120-20180314 concernant l'ajout de 2000 bornes de recharge rapide pour véhicules électriques d'ici 2020	1	00:19	2018-03-27	

Assemblée nationale du Québec
Division de la reprographie et de l'imprimerie



Papier fabriqué au Québec

DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES PARLEMENTAIRES

Édifice Pamphile-Le May
1035, rue des Parlementaires
3^e étage, bureau 3.15
Québec (Québec) G1A 1A3

Téléphone : 418 643-2722
Télécopieur : 418 643-0248
commissions@assnat.qc.ca

